



10èmes Rencontres de la coopération internationale en région Centre

« Echange et solidarité : deux ressources pour nourrir le monde »

Samedi 6 novembre 2010 au centre des congrès Vinci de Tours

Compte-rendu des débats

Environ 550 personnes ont participé à la 10^{ème} édition des Rencontres régionales de la coopération internationale.

Les Rencontres s'appuyaient cette année sur des ateliers d'échanges, la diffusion de documentaires dans le cadre du festival du film Alimentterre, un débat public, mais aussi un forum d'échanges et de découverte animé par des stands, des jeux, des expositions et une représentation de musiciens.

Les fiches d'évaluation remises à la fin de la journée par les participants ont permis de mettre en avant que :

- Les Rencontres sont vécues comme un temps indispensable, utile et intéressant ;
- L'organisation des différents temps forts de la journée, permettant à la fois des échanges d'experts mais également un accès plus tourné vers le grand public a trouvé un écho favorable pour une large majorité ;
- Le choix de mettre en place des ateliers plus nombreux mais plus courts a été bien perçu ; il semble qu'ils aient permis de s'exprimer, d'apprendre des choses et de trouver des contacts et partenaires
- La documentation distribuée, en particulier le support bibliographique permettant de pousser plus loin la réflexion, est jugée de manière satisfaisante ;
- Les stands sont perçus comme opportuns, que ce soit en terme d'apport d'informations ou de recherche de partenaires ;
- Les jeux, même avec une faible mobilisation, sont jugés intéressants pour ceux qui y ont participé, mais également d'une manière générale ;
- La diffusion de documentaires est jugée intéressante, d'autant que les œuvres diffusées n'avaient jamais été visionnées pour le plus grand nombre ;
- Enfin, malgré la faible participation à la projection débat, après une journée intense, le fait d'inscrire les Rencontres dans Alimentterre est jugé pertinent pour porter un débat public sur ces questions.

La journée en images



Un atelier



L'ouverture de la séance AlimentTerre



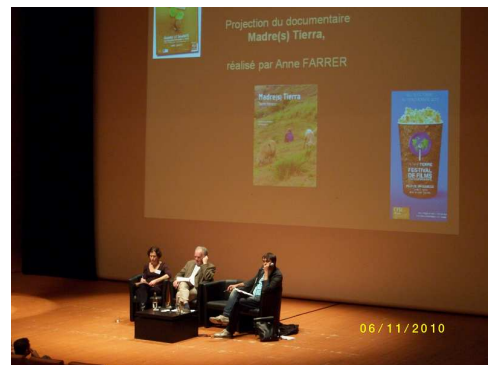
La représentation des danseurs maliens



La dégustation de produits issus du commerce équitable



Le forum des stands



La projection débat

Programme

DIXIEMES RENCONTRES DE LA COOPERATION INTERNATIONALE EN REGION CENTRE

Samedi 6 novembre 2010 – Centre international de Congrès du Vinci – Tours
« L'échange et la solidarité : deux ressources pour nourrir le monde »



9H30 Accueil des participants - café équitable

10H00 à 12H30 ATELIERS D'ECHANGES

10–11 H : Atelier 1 L'agro-écologie comme principe d'une souveraineté alimentaire ?

Intervention : Marielle et Soline ANGUIS, *association Sierra*

Projet présenté : projet d'appui au développement rural conduit au Mexique, par le biais de l'agro écologie, l'artisanat et la permaculture

Modérateur : Pierre WILLAUME, Recherche et formation

10–11 H : Atelier 2 Accompagner les producteurs dans la mise en place de techniques éco responsables

Intervention : Michel ROCHOUX, *association Agriculteurs français et développement international AFDI Touraine*

Projet présenté : projet de diffusion de semis sous couvert végétal conduit au Mali

Modérateur : Sylvain DAVILA, Centraider

10–11 H : Atelier 3 Exode rural et insécurité alimentaire

Intervention : Laurent AWONO, *association Culture Sud*

Projet présenté : sensibilisation des enfants, via la création d'un album jeunesse illustré, au monde agricole, projet mené au Cameroun

Modérateur : Jean-Michel HENRIET, *Peuples solidaires 41*

10–11 H : Atelier 4 L'approche nutritionnelle dans les politiques de sécurité alimentaire

Intervention : Mohamed HAIDARA, *Coordinateur national AMASSA Afrique Verte Mali* et Nicolas LEBEURRIER, responsable communication et partenariats

Projet présenté : accompagnement de groupements intervenant dans la transformation de produits céréaliers, et d'unités de production de farines infantiles enrichies dans la région de Mopti au Mali

Modérateur : Joël DINE, AVSF

10–11 H : Atelier 5 Nourrir le monde en cultivant de nouvelles pratiques ici

Intervention : Jean-Charles DIONISI, *Directeur Général des Services du syndicat intercommunal SIRESCO*

Projet présenté : organisation des rencontres de la restauration collective afin de générer des pratiques plus responsables dans ce service public

Modérateur : Hélène BAILLEUL, SIERRA

10–11 H : Atelier 6 Gestion des ressources naturelles et sécurité alimentaire

Intervention : Guy CHEVREAU, *association Frères des Hommes*

Projet présenté : programme d'aménagement éco responsable de collines conduit au Rwanda, visant à améliorer la production agricole et l'élevage

Modérateur : Stéphanie CHAPUIS, Centraider

10–11 H : Atelier 7 Agro carburants : vecteurs ou freins à la production ?

Intervention : Marion TREBOUX, *Institut de recherche et d'application des méthodes du développement IRAM*

Projet présenté : développement de filières agro carburants de proximité au Bénin et au Mali

Modérateur : Romain LATAPIE, Centraider

10–11 H : Atelier 8 Parer à l'urgence en construisant l'avenir

Intervention : Peggy PASCAL, responsable de la cellule technique référente sécurité alimentaire à l'*association Solidarités international*

Projet présenté : programmes de développement rural et de sécurité alimentaire conduits en Haïti

Modérateur : Marie-Laure PICOURY

10–11 H : Atelier 9 Droit à l'alimentation, politiques foncières et coopération décentralisée

Intervention : Constance KOUKOU, *Cités Unies France*

Projet présenté : valorisation d'expériences menées par des collectivités territoriales françaises et présentation de l'ouvrage « coopération décentralisée et alimentation en Afrique »

Modérateur : Morgane OLIVIER, Centraider

10–11 H : Atelier 10 Les jardins scolaires : un moyen efficace pour lutter contre la malnutrition ?

Intervention : Josepha COSTA PLANELLS, *association Brahma Kesa*

Projet présenté : appui à des groupements d'agriculteurs et mise en place de jardins potagers pédagogiques, au Cambodge

Modérateur : Olivier JOUIN, Région Centre

11 à 11H30 : pause

11H30-12H30 : Atelier 11 L'organisation de marchés locaux et sous régionaux : une solution ?

Intervention : Mohamed HAIDARA, *Coordinateur national AMASSA Afrique Verte Mali* et Nicolas LEBEURRIER, responsable communication et partenariats

Projet présenté : organisation à Mopti au Mali de bourses aux céréales pour mettre en relation les offres et les demandes en céréales, afin d'approvisionner les zones déficitaires et de développer les revenus des producteurs

Modérateur : Constance KOUKOU, Cités Unies France

11H30–12H30 : Atelier 12 Le microcrédit en nature pour appuyer l'élevage

Intervention : André DECOSTER, *association Elevages sans frontières*

Projet présenté : programme d'élevage de chèvres conduit au Kosovo

Modérateur : Delphine COURNET, AFDI Centre

11H30–12H30 : Atelier 13 Sensibiliser et responsabiliser les consommateurs : la base d'un changement ?

Intervention : Sophie BERNARD, enseignante au *lycée agricole de Châteauroux*

Projet présenté : Appui à la transformation de productions agricoles au Laos, au Mali et en Mauritanie, et commercialisation par le biais des produits–impact des choix alimentaires

Modérateur : Tony BEN LAHOUCINE, Centraider

11H30–12H30 : Atelier 14 La transformation et l'exportation de produits locaux : une chance pour les producteurs ?

Intervention : Alain DEVAILLY, enseignant au *lycée agricole de Chartres*

Projet présenté : Appui à la transformation de productions agricoles au Laos, au Mali et en Mauritanie, et commercialisation par le biais d'une filière de commerce équitable

Modérateur : Frédéric PINTO, Centraider

11H30–12H30 : Atelier 15 Quelles alternatives pour concilier pratique de l'élevage et sécurité alimentaire

Intervention : Daniel ALLIOT, *association De Crotelles au Faso*

Projet présenté : mise en place, au Burkina Faso, d'une presse à huile de tournesol permettant de consommer et vendre l'huile produite, tout en nourrissant les cheptels avec les résidus du pressage

Modérateur : Soline ANGUIS, SIERRA

11H30–12H30 : Atelier 16 Echanger les savoir-faire autour de la production de lait

Intervention : Brice GENY, chargé de mission politiques contractualisées et affaires européennes au Conseil général du Doubs

Projet présenté : Soutien à la création d'unités de production et de transformation laitière au Burkina Faso.

Modérateur : Aurélie MILHAVET, Région Centre

11H30–12H30 : Atelier 17 Stocker pour prévenir les crises alimentaires

Intervention : Dominique VIOLAS, responsable de programme au Pôle environnement, filières et agricultures familiales du Groupe de recherches et d'échanges technologiques GRET

Projet présenté : programme de crédit-stockage de denrées et semences dans la région Androy à Madagascar

Modérateur : Tiffanie ROUSSEAU, Région Centre

11H30–12H30 : Atelier 18 Quelle place pour la mécanisation des cultures ?

Intervention : Jo BALLADE, *association PROMMATA*

Projet présenté : échange sur l'utilisation et la fabrication de machines à traction animale

Modérateur : Gilles TATIN, DRAAF

11H30–12H30 : Atelier 19 Le capital humain, intrant essentiel pour structurer les filières de production

Intervention : Luc RABALLAND, délégué régional *Agronomes et vétérinaires sans frontières Pays de la Loire*

Projet présenté : projets d'accompagnement d'organisations paysannes au Nicaragua

Modérateur : Benoît FEILDEL, SIERRA

11H30–12H30 : Atelier 20 L'agro-écologie comme principe d'une souveraineté alimentaire ?

Intervention : Béatrice BOUQUET, *Association Loos N'Gourma*

Projet présenté : programme de formation à des pratiques agricoles conciliant production et préservation du patrimoine naturel, conduit au Burkina Faso

Modérateur : Bertrand SAJALOLI, Université d'Orléans

12H30 DEJEUNER BUFFET

14h00 Inauguration du **FORUM DES SOLIDARITES** par Jean GERMAIN, Maire de Tours et premier vice-Président de la Région Centre

Visite des STANDS : projets de coopération internationale, informations, artisanat, librairie, commerce équitable

16H30 à 19H PROJECTION DEBAT dans le cadre du festival Alimenterre

Allotutions de **François BONNEAU**, Président du Conseil régional du Centre

Invités d'honneur :

Mohamed FADILI, Président de la commission relations internationales de la Région de Meknès Tafilalet au Maroc

Vaclav KROUTIL, vice-Président en charge de l'agriculture de la Région de Pardubice en République Tchèque

Projection du documentaire **Madre(s) Tierra**, réalisé par Anne FARRER en 2009, durée 43 min.

En Equateur, la terre ne produit plus assez et les hommes migrent vers les villes pour y trouver un revenu ; des femmes mettent alors leur énergie et leurs idées en commun pour recréer des projets d'économie locale. Ces initiatives leur permettent de faire face aux besoins de leurs familles tout en défendant la culture indigène.

Débat public animé par **David ELOY**, rédacteur en chef de la revue Altermondes

Invités :

Henry-Hervé BICHAT, ancien Président du GRET et fondateur du CIRAD

Catherine GAUDARD, directrice du plaidoyer au CCFD-Terre solidaire

Comptes-rendus succincts des ateliers

La Région Centre remercie les modérateurs pour leurs prises de notes

Nous nous excusons car nous ne sommes pas en mesure de produire les comptes-rendus de tous les ateliers.

Atelier 1 – L'agro-écologie comme principe d'une souveraineté alimentaire ?

Intervenant : Marielle et Soline Anguis,
association SIERRA
Modérateur : Pierre Willaume,
Recherche et formation

Résumé du projet présenté : Projet d'appui au développement rural conduit au Mexique, par le biais de l'agro-écologie, l'artisanat et la permaculture
<http://sierra.asso.over-blog.org/>

Problématique : Comment promouvoir un mode d'agriculture durable pour préserver la richesse environnementale ?

Personnes, structures prenant la parole :

SIERRA

...

16 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Les échanges entre la France et les régions mexicaines entrent dans une démarche de soutien à des initiatives mexicaines.

Les financements apportés pour la mise en place de ces appuis sont sélectionnés en fonction de l'éthique des donateurs. Assez peu de financements extérieurs ont été requis dans le conduite du projet.

A la présentation du projet, le lieu d'implantation d'une ferme avec des activités rurales et de formation et des financements ont été recherchés.

Le projet s'étend à la culture de plantes médicinales pour laquelle une spécialiste française installée au Chiapas partage ses connaissances et fait école.

Dans le cadre des formations, l'angle retenu diffère d'une vision longitudinale et se veut plus transversale, multiple et modulaire.

Cette approche pluridisciplinaire se veut donc agro-écologique mais aussi rurale, touristique, incluant plusieurs formations dispensées.

Pistes et propositions :

Atelier 2 - Accompagner les producteurs dans la mise en place de techniques éco-responsables

Intervenant : Michel Rochoux, AFDI 37
Modérateur : Sylvain Davila, Centraider

Résumé du projet présenté : Projet de diffusion de semis sous couvert végétal conduit au Mali
Informations sur http://www.afdi-opa.org/fr/index.php?page=actions&id=description&id_action=62

Problématique : la sécurité alimentaire passe-t-elle obligatoirement par des appuis matériels et financiers ?

Personnes, structures prenant la parole :

PROMMATA
AFDI 37
ADIBE
DONI DONI
Solidarité international
Peuples solidaires 41

13 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Les techniques sont nombreuses et leurs impacts sur la préservation de l'environnement n'est plus à démontrer. Néanmoins, toutes les techniques ne sont pas reproductibles partout, elles doivent s'adapter aux contextes et aux environnements. Le travail d'échanges entre paysans du Nord et du Sud doit permettre de concilier techniques innovantes et coutumières. Les échanges Sud-Sud sont également à promouvoir afin d'assurer la maîtrise des techniques.

Les semis sous couvert végétal attirent les troupeaux et favorisent leur errance. Les conflits entre producteurs et éleveurs sont donc renforcés. C'est pourquoi l'apport de techniques doit être associé à un accompagnement sur la gestion des questions annexes. L'organisation des producteurs et sa structuration sont des clés de réponse, notamment sur la thématique du foncier. L'échange de pratiques peut aussi faire émerger des techniques de haie végétale.

L'accompagnement, pour être efficace, doit être multi-sectoriel et toucher des acteurs différents. Cet accompagnement peut porter sur les techniques éco-responsables, l'animation en milieu rural pour diffuser, la démonstration, le test, l'évaluation et la gestion du temps, la gestion des conflits, la mise en réseau des producteurs.

Pistes et propositions :

- ✓ Développer les échanges entre paysans et acteurs de la SI
- ✓ Créer des réseaux d'échanges entre ONG Nord et Sud pour travailler sur les techniques, la vulgarisation, l'animation des territoires, la gestion des conflits
- ✓ Ne pas séparer animation rurale et développement agricole
- ✓ Préférer la vulgarisation à la formation.

Atelier 3 - Exode rural et insécurité alimentaire

Intervenant : Laurent Awono,
association Culture sud
Modérateur : Jean-Michel Henriët,
Centraider

Résumé du projet présenté : sensibilisation des enfants, via la création d'un album jeunesse illustré, au monde agricole, projet mené au Cameroun
www.culturesud.org

Problématique : L'exode rural, notamment des hommes, est-il un frein pour la sécurité alimentaire, aussi bien sur les territoires concernés que pour les pays ?

Personnes, structures prenant la parole :

Peuples solidaires 41
AFDI
Agir pour Madagascar
Coup de pouce aux
écoliers d'Afrique
Maison familiale rurale

15 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

L'action de sensibilisation a finalement pris une orientation différente, qui a surtout permis d'apprendre le dessin aux élèves participant au projet.

D'autres projets peuvent avoir la même finalité, à savoir lutter contre l'exode rural, mais en s'appuyant sur le développement économique. L'aide à des maisons rurales dans lesquelles les élèves font l'apprentissage des cultures locales en est un exemple.

La question est aussi de savoir si de telles actions peuvent avoir une réelle efficacité si elles ne sont pas soutenues politiquement.

Pistes et propositions :

- ✓ Le travail agricole est au centre de la problématique.
- ✓ Pour réussir, les projets doivent avoir une approche pluri acteurs et prendre en compte les représentations mentales, les mises en pratique, les choix politiques.
- ✓ La mutualisation des savoirs et pratiques est donc au cœur de ce type de projet.

Atelier 4 - L'approche nutritionnelle dans les politiques de sécurité alimentaire

Intervenant : Mohamed HAIDARA
et Nicolas LEBEURIER, Afrique
Verte
Modérateur : Joël Dine, AVSF

Résumé du projet présenté : accompagnement de groupements intervenant dans la transformation de produits céréaliers, et d'unités de production de farines infantiles enrichies dans la région de Mopti au Mali

<http://www.afriqueverte.org/index.cfm?srub=135>

Problématique : L'utilisation des aliments, autant que leur disponibilité, conditionne-t-elle la sécurité alimentaire des populations ?

Personnes, structures prenant la parole :

Sénégalité
Les Amis de Nafadji
Association solidarité eau
Soleil Eau vente
AVSF

8 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

L'autosuffisance alimentaire peut s'appuyer sur l'utilisation de céréales locales. En outre, les farines enrichies améliorent l'équilibre nutritionnel.

Ce type de projet permet en outre d'appuyer l'organisation des groupes de femmes, qui développent des activités pour améliorer la commercialisation (emballage, étiquetage, comptabilité).

Des questions sont soulevées, sur le financement et la pérennité des organisations de femmes, sur les zones d'actions qui sont concernées, sur la disponibilité des modules de formation, sur l'alphabétisation des femmes.

Pistes et propositions :

- ✓ Importance de l'utilisation des céréales locales telles que mil, sorgho et maïs, aussi bien pour les agriculteurs que pour les citoyens consommateurs.
- ✓ Les farines infantiles enrichies sont de mieux en mieux acceptées.
- ✓ Il faudrait davantage de mesures d'impact sur la consommation des productions locales sous forme de farine, chez les citoyens.

Atelier 5 - Cultiver de nouvelles pratiques ici

Intervenant : Jean-Charles
Dionisi, Directeur général du
SIRESCO
Modérateur : Hélène
BAILLEUL, Sierra

Résumé du projet présenté : premières Rencontres de la
Restauration collective « *De la terre à l'assiette, de nouvelles
idées à faire germer, de nouvelles pratiques à cultiver (bio,
éthique, agriculture durable, coopérations, solidarités, service
public... »*. www.siresco.fr/

Problématique : Comment développer de nouveaux modes de consommation en France pour agir sur les échanges commerciaux internationaux ?

Personnes, structures prenant la parole :

CFAAD 45
ARDEAR Centre

7 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

L'organisation des collectivités en syndicat intercommunal permet de mieux pouvoir orienter les achats et la demande en matière d'alimentation.

Le passage en « bio » n'est pas possible sans avoir une réflexion globale sur la chaîne production-restauration. Il faut donc que les acteurs disposent d'éléments de connaissance des filières, du territoire, des structures d'organisation collective.

Pistes et propositions :

- ✓ Modification des cahiers des charges pour les fournisseurs ;
- ✓ Implication dans les débats sur l'accès à la terre, sur la conversation à la production en « bio ».

Atelier 6 - Gestion des ressources naturelles et sécurité alimentaire

Intervenant : Guy Chevreau
et Brenda Mager, Frères des
Hommes 37
Modérateur : Stéphanie
Chapuis, Centraider

Résumé du projet présenté : programme
d'aménagement éco responsable de collines conduit
au Rwanda, visant à améliorer la production agricole
et l'élevage <http://www.fdh.org/-Rwanda-Agriculture-familiale-sur-.html>

Problématique : Comment concilier production agricole et respect de l'environnement ?

Personnes, structures prenant la parole :

Vitasecours
Adibé
Burundi graine de vie
DUT de Châteauroux
CFUNION Centre
Agir ABCD
CFA de Bellegarde

23 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Le partenaire du projet est un groupement villageois, il s'agit surtout de soutenir les compétences locales. Le programme concerne 10 000 habitants sur 3 collines.

Pendant la saison sèche (de juin à août), il peut être imaginé de créer des systèmes de stockage d'eau durant la saison des pluies, néanmoins, il faut veiller à laisser reposer les sols, et par ailleurs, dans un environnement en pente, les bassins sont difficiles à mettre en place.

On constate une diminution des parcs naturels nationaux, ce afin de développer l'agriculture et l'habitat, mais ceci se fait au détriment de la préservation de la faune et la flore.

Comment ce type d'expérience fait-il lien avec les autorités locales, notamment au regard du droit foncier ? Frères des Hommes les rencontre pour que les ONG locales aient le même réflexe et que les autorités locales soient aussi volontaristes dans ces projets.

Suite au programme, les rendements ont doublé, et l'autosuffisance alimentaire a été atteinte en 3 ans.

Pistes et propositions :

- ✓ Il faut faire attention aux cultures en terrasse qui peuvent surcharger le sol car l'enracinement n'est pas suffisant dans les milieux argileux. Les haies de protection permettent de retenir les sols tout en confinant le bétail.
- ✓ Conserver les semences plutôt que les acheter
- ✓ Créer des coopératives pour l'achat de graines locales et d'arbres fruitiers
- ✓ Diminuer les intrants et le bétail pour diminuer la pression sur l'environnement.

Atelier 7 - Agro-carburants : vecteurs ou freins à la production ?

Intervenant : Marion Tréboux IRAM
Modérateur : Romain Latapie, Centraider

Résumé du projet présenté : développement de filières agro carburants de proximité au Bénin et au Mali <http://www.geres.eu/fr/energie-durable/48-act-fed-benin-agrocarb>

Problématique : Comment favoriser la production d'agro-carburants nécessaires à l'agriculture et la vie locale tout en préservant les ressources foncières pour les paysans ?

Personnes, structures prenant la parole :

Peuples Solidaires 41
CCFD
GRET
France Volontaire
IUT Journalisme
Amnésia International

20 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Le projet est un projet de proximité sur la filière agrocarburant. Il a pour objectif de développer la culture de Jatropha, plante qui produit une huile non alimentaire qui peut être utilisée pour le fonctionnement de moteurs. Le lien entre accès à l'énergie et développement humain est ainsi soulevé. Les conditions de ce développement dépendent alors beaucoup de la biomasse et des produits pétroliers.

Le projet doit permettre de répondre à la fracture énergétique au Mali. Il s'intègre dans les politiques nationales du pays. Les problèmes fonciers ne se posent pas dans cette région du Mali car le droit coutumier y est encore très fort. De plus, le jatropha ne représente que 0.2 à 0.5 hectares. Ce type de projet ne s'apparente pas à un accaparement de terres.

D'un point de vue économique, la filière locale de jatropha est rentable grâce à la valorisation économique du tourteau sous forme d'engrais. On précise une utilisation locale pour les services énergétiques (électrification,...) et non le transport. Au niveau du temps de travail, les producteurs sont rationnels et privilégient les cultures alimentaires.

Pistes et propositions :

- ✓ Le projet est un projet pilote d'expérimentation qui a vocation à être dupliqué si la filière est rentable d'un point de vue économique, social et environnemental.

Atelier 8 - Parer l'urgence en construisant l'avenir

Intervenant : Peggy Pascal,
Solidarités International
Modérateur : Marie-Laure
Picoury

Résumé du projet présenté : programmes de
développement rural et de sécurité alimentaire
conduits en Haïti
[http://www.solidarites.org/missions/Haiti/action-
humanitaire.shtml](http://www.solidarites.org/missions/Haiti/action-humanitaire.shtml)

Problématique : Comment gérer une situation d'urgence tout en préparant le départ de l'aide alimentaire ?

Personnes, structures prenant la parole :

Elevage sans frontière
CCFD terre solidaire
Soleil Eau Vent
Secours catholique
Mouvement pour la
paix
Sénégalité

14 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

La gestion du projet est assurée par une équipe de 23 personnes, dont 1 Français. Un agronome haïtien a mené un diagnostic local en amont, il continue à suivre le projet, en lien avec les structures paysannes locales qui sont très bien organisées.

L'association s'est positionnée contre le développement des OGM mais le gouvernement en a décidé autrement. Le problème n'est pourtant pas la disponibilité mais l'accessibilité de la nourriture.

SI appuie surtout le développement de cultures vivrières en augmentant la productivité par le paillage, la création de terrasses, l'agroforesterie, les techniques de séchage et de transformation.

SI évalue elle-même les semences pour garantir la biodiversité, cela nécessite donc un temps long au préalable.

Pistes et propositions :

- ✓ Le développement de techniques en jardin tropicaux améliorés peut être efficace dans les zones désertiques pour les reboiser
- ✓ L'association kokopelli peut fournir des semences
- ✓ Le don de semences dans un premier temps doit être suivi d'un système d'achat/ vente, mais certaines ONG ne jouent pas le jeu, et cela fait une concurrence.

Atelier 9 - Droit à l'alimentation, politiques foncières et coopération décentralisée

Intervenant : Constance Koukoui, CUF
Modérateur : Morgane Olivier, Centraider

Résumé du projet présenté : Présentation d'une étude réalisée par CUF « coopération décentralisée et alimentation en Afrique » et d'exemples de référence en matière de coopération décentralisée

Problématique : Que peut apporter la coopération décentralisée pour garantir un certain droit à l'alimentation, notamment en matière de soutien à la gouvernance sur le foncier ?

Personnes, structures prenant la parole :

22 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

L'agriculture représente l'activité économique majeure, pourtant, seuls 2% des projets de coopération décentralisée sont dédiés à ces questions (7% pour uniquement l'Afrique). Ceci peut aussi s'expliquer par une demande faible de la part des partenaires (question d'image et de volonté de gérer cet aspect seuls).

Pourtant les enjeux sont nombreux : préservation du patrimoine naturel, de la fertilité de la terre, sécurité foncière (titres de propriété, aspects juridiques...) et respect du droit coutumier.

En Afrique de l'ouest, l'Etat est propriétaire, mais il existe très peu d'écrits.

Les projets peuvent se faire en lien avec des acteurs français compétents : chambres d'agriculture, structures interprofessionnelles, lycées agricoles...

Il est également nécessaire d'appuyer l'organisation des filières pour créer des infrastructures, des moyens de production.

La communalisation a induit, par le changement d'interlocuteurs, une difficulté.

L'accès à la terre doit être relié à l'accès aux ressources naturelles qui permettent de la valoriser : une articulation est nécessaire entre l'accès à un bien (la terre) et l'accès à un droit (l'alimentation).

Pistes et propositions :

- ✓ Lors de crises alimentaires, les collectivités territoriales françaises ont développé des outils d'intervention mutualisés, en lien avec des ONG comme Afrique verte.
- ✓ Le développement de systèmes d'adressage, de SIG et logiciels cartographiques, la sécurisation des parcelles sont des projets de coopération à développer pour sécuriser et gérer le foncier.
- ✓ Développer l'implication des migrants sur ces questions liées à la coopération décentralisée.

Atelier 10 - Les jardins scolaires : un moyen efficace pour lutter contre la malnutrition

Intervenant : Josepha Costa-Planells,
association Brahma Kesa
Modérateur : Olivier Jouin, Conseil
régional

Résumé du projet présenté : appui à des
groupements d'agriculteurs et mise en place de
jardins potagers pédagogiques, au Cambodge
<http://brahmakesa.com/pageshtml/presentation.html>

Problématique : La mise en place de jardins pédagogiques, en milieu scolaire ou non, peut-elle garantir aux populations l'accès à une nourriture suffisante et équilibrée ?

Personnes, structures prenant la parole :

Le cercle des amis de
Fana
Chambray solidarité
Ville de Chécy
GRAP
CNP studios cinéma
Solidarité écoles
Eau énergie santé
Sénégalité
Les Amis de Nafadji
Artisans du monde

33 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

L'initiative doit être portée clairement par les acteurs locaux pour que le projet réussisse. Un relai local, incarné par une personne fiable et compétente, est aussi une condition, tout comme l'implication d'un groupe plus large pour assurer la pérennité du projet.

Les productions alimentaires doivent être diversifiées à la fois pour l'équilibre alimentaire, mais également pour obtenir des ressources régulières.

En nourrissant les élèves, le jardin incite à venir à l'école.

La ressource en eau (qualité et quantité) est un élément important, tout comme la question des ressources permettant de financer les postes d'enseignant ou de personnes qualifiées.

Pistes et propositions :

Atelier 12 - Le micro-crédit en nature pour appuyer l'élevage

Intervenant : André
DECOSTER, Elevages sans
frontières
Modérateur : Delphine
COURNET, AFDI Centre

Résumé du projet présenté : programme d'élevage de chèvres conduit au Kosovo afin d'enrichir l'alimentation des familles, de commercialiser le lait produit et d'acheter sur place des animaux de qualité
<http://www.elevagessansfrontieres.org/nos-projets-au-kosovo.html>

Problématique : Le micro-crédit « non monétaire » est-il plus pertinent dans la production agricole et l'élevage ?

Personnes, structures prenant la parole :

Bénin Amitié Partage
Soleil Eau Vent
Association des Sénégalais
de Tours
Medina
Communauté RDC Motema
CFA du Loiret
Brahma Kesa

29 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

L'association a décidé de ne pas travailler avec les familles les plus pauvres car dans ce cas, le micro-crédit est un système qui ne fonctionne pas. Les critères de choix des familles qui vont pouvoir recevoir 2 chèvres sont fixés avec l'équipe locale : il faut un projet motivé, des perspectives d'autonomie alimentaire sur l'exploitation, de projet de groupe.

Les femmes sont les garantes du micro-crédit.

Les animaux ne doivent pas sortir de leur enclos, en Afrique, l'association accompagne d'ailleurs les familles dans la mise en place de clôtures, en parallèle du prêt des bêtes.

Les bénéficiaires doivent participer à l'autoévaluation de leur projet, l'association évalue et capitalise également ses programmes en lien avec l'EDHEC.

Pistes et propositions :

- ✓ Le programme pourrait également s'élargir au prêt de semences.
- ✓ Le prêt en nature permet d'éviter la corruption.

Atelier 13 - Sensibiliser et responsabiliser les consommateurs : la base d'un changement ?

Intervenant : Sophie Bernard, Lycée agricole de Châteauroux
Modérateur : Tony Ben Lahoucine, Centraider

Résumé du projet présenté : sensibilisation des élèves et du grand public aux deux dimensions de l'alimentation : prévention éducation santé et origine des produits-impact des choix alimentaires, par le biais du projet « un peu de Sud dans mon assiette »
http://draaf.centre.agriculture.gouv.fr/article.php3?id_article=708

Problématique : Comment le « mieux manger » peut-il être un levier pour lutter contre la faim ?

Personnes, structures prenant la parole :

Doni Doni

AMAP
Conseil de la vie lycéenne
Lycée agricole
IMPACT
CCFD Terre solidaire
.....

50 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Le projet était basé sur le principe de citoyenneté. Il a été porté par une classe pilote.

Il a consisté à créer des outils, expérimenter des jeux pédagogiques.

Il a permis de développer la réflexion autour de l'agriculture biologique, raisonnée et intensive.

Au final, le projet a permis de non seulement faire évoluer les mentalités, mais il a également fait naître des partenariats.

Pistes et propositions :

- ✓ Développer la consommation locale via les AMAP par exemple.
- ✓ Développer les liens avec les territoires pour que le consommateur devienne un consommateur.
- ✓ Valoriser tous les modes de production autres que l'agriculture intensive, par l'accès à des sources d'information.
- ✓ Développer les passerelles avec l'Education nationale

Atelier 14 - La transformation et l'exportation de produits locaux : une chance pour les producteurs ?

Intervenant : Alain Devailly,
enseignant au lycée agricole
de Chartres
Modérateur : Frédéric Pinto,
Centraider

Résumé du projet présenté : Appui à la
transformation de productions agricoles au Laos, au
Mali et en Mauritanie, et commercialisation par le
biais d'une filière de commerce équitable

Problématique : La transformation des produits agricoles est-elle un moyen efficace pour limiter les pénuries alimentaires ?

Personnes, structures prenant la parole :

Solidar Monde
CCFD Terre solidaire
Etudiants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Le lycée a appuyé l'ONG Lao Farmer Product dans la transformation de fruits en pots de confiture et jus de fruits, ainsi que dans la production de bières.

Ce projet s'est fait à la demande des acteurs lao.

Le programme cible deux volets : l'appui à la commercialisation de produits qui représente un revenu fixe à long terme aux paysans. Ceci se fait surtout par l'exportation (commerce équitable) mais également auprès de consommateurs lao aisés et touristes.

Il permet également de valoriser des cultures oubliées telles que le riz violet.

Pistes et propositions :

- ✓ Associer d'avantage les migrants ;
- ✓
- ✓ Impliquer les étudiants dans les programmes pour agir en faveur de l'éducation au développement (la transformation alimentaire ne pourra fonctionner que si l'eau des puits est salubre, exemple au Mali).

Atelier 15 - Quelles alternatives pour concilier pratique de l'élevage et sécurité alimentaire ?

Intervenant : Daniel Alliot,
Président de l'association de
Crotelles au Faso
Modérateur : Soline Anguis,
Sierra

Résumé du projet présenté : mise en place, au Burkina Faso, d'une presse à huile de tournesol permettant de consommer et vendre l'huile produite, tout en nourrissant les cheptels avec les résidus du pressage

Problématique : Comment faire en sorte à la fois de ne pas mettre en concurrence les usages du foncier (élevage et culture) mais également réussir à conserver un troupeau ?

Personnes, structures prenant la parole :

Burundi Graine de vie
Haïti Soleil d'Espérance
CFA Bellegarde
CCFD Terre solidaire
Sierra

12 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Il s'agit essentiellement de développer des jardins vivriers, la culture du tournesol et d'assurer une gestion de l'eau qui soit adaptée au climat.

Il est pour cela nécessaire de sécuriser les acquis, l'autonomie du partenaire en particulier, avant de passer aux étapes suivantes. Cela induit la formation de personnes ressources.

La diversification des activités est également importante ; jardinage, agriculture, élevage, commercialisation des surplus.

Pistes et propositions :

- ✓ Mutualisation des connaissances et expériences autour des questions techniques relatives à l'utilisation de la presse ;
- ✓ Trouver des semences locales non hybrides ;
- ✓ Savoir prendre le temps.

Atelier 16 - Echanger les savoir-faire autour de la production de lait

Intervenant : Brice GENY,
Chargé de mission au CG du
Doubs
Modérateur : Aurélie
MILHAVET, Conseil régional

Résumé du projet présenté : Soutien à la création
d'unités de production et de transformation laitière,
et formation et suivi des éleveurs, à Ouagadougou au
Burkina Faso

Problématique : Comment la coopération décentralisée peut-elle contribuer au renforcement des structures de production agricole ?

Personnes, structures prenant la parole :

Producteur de fromage
de brebis du Lochois
Lycée Jean Monnet
Frères des Hommes

7 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Les éléments clés de la réussite du projet :

- Structuration des éleveurs
- Portage politique
- Valorisation des petits producteurs
- Prise en compte des conditions locales (par exemple l'alimentation fourragère des vaches, la résistance des vaches issues de croisement)

Pistes et propositions :

- ✓ Mise en place de CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole) ;
- ✓ Concentration des aides sur un territoire limité pilote pour duplication ensuite si réussite du projet.

Atelier 17 - Stocker pour prévenir les crises alimentaires

Intervenant : Dominique
Violas, responsable de
programme au GRET
Modérateur : Tiffanie
Rousseau, Conseil régional

Résumé du projet présenté : programme de crédit-
stockage de denrées et semences dans la région
Androy à Madagascar
http://www.gret.org/asp/livre.asp?Ref_id=169

Problématique : Organiser des lieux de stockage permet-il de limiter les pénuries alimentaires ?

Personnes, structures prenant la parole :

Solidarité International
ASPIC
Agir ABCD
Etudiants en IUT
journalisme

15 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Le système s'appuie sur un silo métallique de stockage.

Le fait de stocker collectivement permet de ne pas toucher aux semences malgré les pressions. Néanmoins, il existe toujours une confrontation entre urgence et développement, le PAM ayant induit une forme de clientélisme.

La difficulté dans ce projet réside également dans la gestion des aspects socio-culturels liés à la culture locale qui a beaucoup de tabous et qui entretient une forme de rébellion contre les cadres locaux. Il n'y a ainsi pas d'organisations paysannes qui pourraient prendre en main le projet.

Le recouvrement des semences prélevées est également complexe car la pression sociale peut être forte pour obtenir les fonds des ventes rapidement (pour les enterrements par exemple).

Les paysans peuvent contracter des emprunts grâce aux garanties obtenues sur les stocks de semences. Le projet inclue donc la formation des gestionnaires de ces crédits. Néanmoins, dans le cas où les coûts des denrées n'augmentent pas (contexte externe), le système ne fonctionne pas.

Pour le moment 3 sites pilotes sont concernés après une phase de test en partenariat avec un institut de micro-finance. Le magasin où sont gérés les stocks est ouvert uniquement tous les 15 jours pour éviter les sorties de semences trop récurrentes.

Pistes et propositions :

- ✓ Le projet doit inclure la question phyto sanitaire car les semences ne sont pas toutes stockables.
- ✓ Le séchage et ses techniques, avant stockage, est essentiel pour que cela réussisse.

Atelier 18 - Quelle place pour la mécanisation des cultures

Intervenant : Jo Ballade,
association PROMMATA
Modérateur : Gilles Tatin,
DRAAF Centre

Résumé du projet présenté : échange sur l'utilisation et la fabrication de machines à traction animale. L'association promeut des systèmes accessibles, non motorisés, et accompagne les producteurs
<http://www.prommata.org/missions.php>

Problématique : La mécanisation peut-elle être accessible à tous les producteurs ?

Personnes, structures prenant la parole :

AFDI
Doni Doni
APAC

9 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Le projet consiste à :

- Mettre à disposition des outils de travail du sol simples, utilisables en traction animale et adaptables aux situations de travail (sol, cultures, climat...) et aux animaux (âne, bœuf...) ;
- Répondre aux besoins de production alimentaire des familles rurales ;
- Diversifier les productions agricoles pour la vente et la consommation ;
- Produire autrement, avec une productivité accrue.

Le MAMATA (matériel agricole moderne à traction animale) est en fait un porte outil qui peut être tiré par tous les animaux, sur lequel on peut adapter un outil adapté à l'animal et à la culture.

Pistes et propositions :

- ✓ Les demandes doivent venir des agriculteurs ;
- ✓ Il faut travailler directement avec les acteurs ;
- ✓ Il faut prévoir la pérennité financière pour notamment l'achat du matériel agricole, cela peut passer par du micro-crédit, mais celui-ci n'est pas toujours monétaire ;

Atelier 19 - Le capital humain, intrant essentiel pour structurer les filières de production

Intervenant : Luc Raballand,
délégué régional AVSF Pays
de la Loire
Modérateur : Benoît Feildel,
SIERRA

Résumé du projet présenté : divers programmes
d'accompagnement conduits au Nicaragua pour à la
fois consolider les droits des petits producteurs et
appuyer les groupements dans la gestion de leurs
territoires

http://www.avsf.org/fr/rubrique.php?rub_id=116

Problématique : la sécurité alimentaire passe-t-elle obligatoirement par des appuis matériels et financiers ?

Personnes, structures prenant la parole :

Les Amis de Messmena
AVSF
Africamédias
Sierra
Solidarité international
Secours catholique
CNP les Studios

10 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

Le capital humain renvoie à des actions immatérielles, qui permettent avant tout d'améliorer l'estime de soi, d'accroître les capacités des populations locales, de mettre en avant le rôle des femmes.

Dans ce type de projet, il faut veiller à ce que l'intervention de l'ONG étrangère ne se substitue pas aux projets locaux et aux relais locaux. Cette intervention partenariale doit avant tout appuyer la structuration de ces acteurs.

Pistes et propositions :

- ✓ Travailler avec les structures locales ;
- ✓ Axer davantage les apports de fonds sur des formations et pas uniquement sur des investissements matériels.

Atelier 20 - L'agro-écologie comme principe d'une souveraineté alimentaire

Intervenant : Béatrice Bouquet, Présidente de Loos n'Gourma
Modérateur : Bertrand Sajaloli, Université d'Orléans

Résumé du projet présenté :
programme de formation à des pratiques agricoles conciliant production et préservation du patrimoine naturel, conduit au Burkina Faso
<http://altermondes.org/spip.php?article356>

Problématique : Le développement de nouvelles techniques, préservant les ressources naturelles, et utilisant peu d'intrants extérieurs, est-il une alternative viable pour que les paysans puissent produire suffisamment pour vivre ?

Personnes, structures prenant la parole :

CCFD Terre solidaire
Centraider
Solidarité écoles
Conseil régional
Secours catholique
Coup de pouce aux écoliers d'Afrique

30 participants

Sujets majeurs et notions clefs de la discussion :

L'association burkinabè partenaire, l'AVAPAS, a formé des agriculteurs locaux aux techniques agro-écologiques. Ceux-ci sont à leur tour devenus des formateurs : aujourd'hui un centre de formation a été construit à Sampieri ainsi qu'un centre d'hébergement. Ce projet s'est accompagné pour l'association Loos n'Gourma d'opérations concernant l'accès à des micro-crédits et à la fourniture d'équipement collectif. Dans ces deux cas, Loos n'Gourma a lancé la dynamique mais n'intervient plus.

Une deuxième série de questions concernent l'existence possible d'un frein culturel sur le compost. Loos n'Gourma récuse cette idée et insiste sur la ressource en eau qui, défaillante, constitue le premier frein au compost. C'est pourquoi l'ensemble de l'opération s'est accompagné du financement de forages. En outre, les éleveurs peuls contribuent à la fertilité des champs en y faisant paître leurs troupeaux.

La place des femmes dans les sessions de formation, et plus généralement dans l'adoption de ces nouvelles techniques, concentre les interrogations. Il semble bien là que l'on bute sur une inertie culturelle, les femmes formées ne représentant que moins de 20% de l'effectif alors qu'elles assurent autant que les hommes les travaux des champs.

L'après-formation, toujours délicate, motive plusieurs questions. Elle est ici assurée à la fois par les formateurs endogènes mais aussi par les visites semestrielles de l'AVAPAS. Le suivi est également facilité par la recherche de savoirs locaux et un travail sur l'agriculture d'hier.

Pistes et propositions :

Par extension, et devant la réussite de l'expérience qui avec peu de moyens permet une multiplication par 3 des rendements, la question se pose des stratégies de diffusion de cette technique à l'échelon national.

Concernant la diffusion politique du projet, et plus généralement des bienfaits des techniques agro-écologiques, est proposée la stratégie suivante : puisqu'il y a bagarre entre les modèles productiviste et agro-écologique, l'enjeu est bien de démontrer que le second est beaucoup plus performant.

Compte-rendu de la séance plénière, organisée dans le cadre du festival du film Alimenterre

Le film projeté pour appuyer le débat s'intitule « Madre(s) Tierra », et a été réalisé par Anne Farrer

M. ELOY – J'entame cette dernière partie des dixièmes rencontres de la coopération internationale en région Centre. Je vais très rapidement me présenter puisque je ferai office de « Monsieur Loyal » durant les deux prochaines heures.

Je m'appelle David ELOY, je suis rédacteur en chef de la revue trimestrielle de solidarité internationale *Altermondes*. Tous les trois mois, cette revue donne la parole aux acteurs des sociétés civiles du Nord et du Sud afin de porter un autre regard sur le monde.

L'an passé, j'avais déjà animé le débat des précédentes rencontres ; avec beaucoup de plaisir, j'ai à nouveau accepté la proposition de la Région de participer à ces moments d'échanges. *Altermondes* attache beaucoup d'importance aux dynamiques de solidarité et de coopération menées par les Régions.

J'invite les premiers intervenants « de prestige » à venir me rejoindre sur scène :

- Monsieur François BONNEAU, Président de la Région Centre et ses invités ;
- Monsieur Vaclav KROUTIL, vice-Président de la Région de PARDUBICE en République tchèque, accompagné de son interprète ;
- Monsieur Mohamed FADILI, Président de la commission des relations internationales de la Région de MEKHNES - TAFILALET au Maroc.

Je propose à Monsieur Vaclav KROUTIL d'ouvrir cette séance.

M. KROUTIL (vice-Président de la région de PARDUBICE – République tchèque)
– Bonjour Mesdames et Messieurs.

En tant que représentant de la région de PARDUBICE, je remercie la Région Centre, notre partenaire, pour son invitation à cette rencontre. L'exposition Ferm'Expo nous a permis de présenter nos produits régionaux grâce au stand mis à notre disposition. De plus, durant l'après-midi, nous avons eu la possibilité de présenter notre processus de certification lors d'une table ronde.

Puisque je suis moi-même agriculteur, je mettrai l'accent sur quelques connaissances et expériences tirées de notre rencontre et de nos débats de ce jour : nous avons bien préparé notre terre afin de la rendre fertile et afin qu'elle accepte toutes les graines semées.

Aujourd'hui, nos échanges ne sont plus bilatéraux : nous éprouvons ainsi beaucoup de plaisir à rencontrer nos amis du Maroc. Nous les avons déjà vus hier soir,

et je souhaite que nous semions à l'avenir beaucoup de graines ensemble. J'espère vivement voir nos échanges se poursuivre et se développer.

Je vous remercie de votre attention.

M. FADILI – Je tiens à remercier Monsieur le Président de la Région Centre pour l'accueil chaleureux et cordial réservé à la délégation marocaine.

Hier, nous avons rencontré la délégation tchèque. Avec l'aide de la Région Centre, nous pouvons mener une coopération décentralisée à la fois entre le Nord et le Sud mais aussi entre le Sud et l'Europe de l'Est.

Lors d'un atelier, nous avons pu évoquer et débattre de la certification et de la sécurité alimentaire. Nous bénéficions ainsi de recommandations sur ce sujet.

Il existe une convention de partenariat avec la Région Centre. Celle-ci a pour but :

- l'économie sociale et solidaire,
- le développement du tourisme,
- l'aménagement du territoire,
- l'appui à la gouvernance locale,
- la formation initiale et continue,
- la coopération de la société civile à société civile.

Dans cette coopération, les deux Régions servent uniquement de relais en tant qu'institutions politiques, entre les associations civiles des deux régions.

Elu depuis fort longtemps, je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui. Après les conventions menées depuis les années 80, telles que le jumelage, nous sommes désormais entrés dans une phase de conventions de partenariat et de coopération gagnant – gagnant. Ces conventions faciliteront ainsi notre tâche à l'avenir.

La convention a été signée en 2009 mais un long chemin a déjà été parcouru grâce aux nombreuses études sur les différents axes de coopération. D'ici à 2011, probablement, nous entrerons en action avec les infrastructures, l'économie solidaire, etc. Cette convention se révélera alors bénéfique aux deux régions.

L'économie solidaire comporte un volet très important : le problème des coopératives et associations liées aux plantes aromatiques et médicinales. Notre but consiste à améliorer le revenu des petits producteurs locaux. Cette coopération nous permettra ainsi la mise à niveau et le développement de la filière en assurant :

- l'appui à l'organisation professionnelle de la filière ;
- l'appui à la production et à la commercialisation des plantes aromatiques et médicinales ;
- la promotion des produits du terroir par la création de maisons vitrines ;
- l'accompagnement des porteurs de projets en matière de financement ;
- le soutien à la recherche et au développement en relation avec les plantes aromatiques et médicinales.

L'étude est actuellement en cours, elle s'achèvera dans trois ou quatre mois.

La région de MEKHNES couvre un vaste territoire : il s'agit d'une région dite « à quatre temps ». Nous avons ainsi la plaine pour les céréales, la montagne, la belle cédraie de l'Atlas. La région de MEKHNES constitue aussi le château d'eau du Maroc : des barrages sont aujourd'hui nécessaires et nous travaillons sur ce sujet. Quant à la belle

cédraie, elle demeure une espèce rare en Méditerranée. Car même si le Liban en dispose aussi, la grande forêt demeure au moyen Atlas.

Cette région est appelée région « à quatre temps » en raison de sa plaine céréalière, de ses montagnes enneigées, mais aussi en raison de ses oasis et de ses dunes de sable dans le haut Atlas. Cette région mérite le développement. Toutefois, celui-ci ne peut s'effectuer qu'au travers de la coopération, avec l'apport d'un savoir-faire technique.

Après avoir visité plusieurs régions, j'ai trouvé dans la Région Centre un partenaire efficace, plein de volonté pour essayer de lutter contre la pauvreté et nous aider dans la modernisation. Depuis 2010, le Maroc ressemble à un vaste chantier ; dans ses villes, dans ses campagnes, des changements surviennent un peu partout. Le Maroc vert représente un plan de 25 ans avec des progrès en agriculture et surtout en ressources humaines. Ce chantier consiste à former des populations et à les instruire afin qu'ils participent au développement de leur pays.

Au niveau des comités de pilotage, nous aurons l'occasion d'évoquer la coopération et ses avancées. Mais puisque la Région Centre dispose de conventions de partenariat avec le nord de l'Europe, l'Afrique ou l'Asie, je propose à Monsieur le Président de Région de créer une fédération regroupant toutes ces régions. Nous aurons ainsi une solidarité humaine et une coopération internationale au niveau de la décentralisation.

Je vous remercie de votre attention.

M. BONNEAU, Président du Conseil régional – Monsieur le vice-Président de la Région de PARDUBICE, Monsieur le vice-Président de la Région de MEKHNES - TAFILALET, Mesdames et Messieurs, nous nous retrouvons aujourd'hui pour les dixièmes rencontres.

Par le passé, je suis souvent intervenu en ouverture de ces rencontres ; pourtant, aujourd'hui, je prends la parole alors que la journée est déjà bien avancée. Avec Monsieur Pascal MEYER, nous avons ainsi choisi de modifier la forme de ces journées en accordant davantage de place à l'échange spontané. Nous avons souhaité mettre en place une sorte de forum de la coopération décentralisée afin de faciliter l'échange et la transversalité des actions portées par vous-mêmes.

Avec mes collègues vice-présidents, je me suis efforcé de vous rencontrer. Au moment de rejoindre cette salle, j'avais en tête l'unité profonde de notre action commune avec les associations et les acteurs engagés dans cette région. Je parle d'unité car il est question de connaissance, d'accès au savoir, de pratique culturelle. Il est aussi question de pratiques permettant d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de promouvoir sur chacun des territoires concernés, des actions de prévention, de lutte contre la mortalité, de soins. Enfin, je parle d'unité parce que chacune de vos actions porte très clairement le message d'un nouveau modèle de développement mis en œuvre collectivement.

Ce nouveau modèle ne concerne pas uniquement des secteurs ayant enfin l'espoir d'accéder à un développement permettant de subvenir aux besoins élémentaires de l'humanité. Selon moi, il s'agit d'un modèle de développement transversal. Ce modèle de développement porté par vos soins interroge aussi les sociétés développées. Lorsque nous examinons vos réalisations, nous percevons clairement la conception d'un développement durable prenant en compte les enjeux économiques : il s'agit de produire des biens et services permettant aux hommes, aux femmes et aux enfants de vivre dans la plénitude sur chacun des territoires. Ce modèle s'intéresse très profondément aux

modèles sociaux existants afin d'être porteur d'un nouveau développement. A l'évidence, vous portez quelque chose de profondément moderne avec une prise en compte des enjeux environnementaux parfois si négligés dans la coopération par le passé.

Ce modèle doit être porté en direction des peuples vivant dans des régions en grandes difficultés. Mais ce modèle ne me paraît réalisable qu'à condition d'être aussi validé dans les pays développés.

Hier, nous avons participé à un congrès des régions de France. Nous nous interrogeons alors sur la notion de développement et plus encore, sur la notion de crise. Certains attendent de voir les choses continuer comme auparavant dans l'après crise : il ne s'agit pourtant pas d'une crise, mais d'une rupture de modèle. Dans ce contexte, nous avons tous l'obligation de chercher les énergies et les forces nous permettant d'organiser autrement la marche en avant sur le plan de l'économie. Il est aussi nécessaire d'organiser de façon plus juste la société. Ceux n'ayant pas compris ces changements risquent de connaître de graves désillusions. Si à l'échelle des pays développés, nous pensons qu'il convient de mettre en œuvre un nouveau modèle du développement économique, du développement social et du développement environnemental, nous avons quelque chance d'être en interaction avec le modèle porté par vos soins pour rendre enfin possible un modèle de développement dans les régions du monde ayant tant pâti jusqu'à présent. Je voulais insister sur ce point.

J'insiste également sur un deuxième point suite à l'interview sollicitée par France Bleu. Lors de cette interview, le journaliste m'interrogeait sur la coopération en temps de crise. Les personnes jouant un rôle dans les finances locales savent combien pour les communes, pour les départements et davantage encore pour les régions désormais dépourvues d'autonomie fiscale, tout dépend des dotations de l'Etat. Or l'Etat nous accorde des moyens très clairement réduits aujourd'hui. Les personnes connaissant la gestion locale savent combien il est nécessaire d'effectuer aujourd'hui des choix. Dès lors, ce journaliste me demandait si notre action remarquable en faveur de l'aide au développement et de la coopération décentralisée au travers de nombreuses associations engagées en région Centre, ne devenait pas impossible ; du moins très sensiblement réduite. Je lui ai répondu que nous ne devions pas entrer dans cette logique. De manière égoïste, la situation très difficile pourrait nous inciter à remettre à plus tard certaines actions mais nous commettrions alors une grave erreur.

Dans la préparation du budget 2011, nous souhaitons ainsi mobiliser tous nos budgets (culture, éducation, coopération, développement économique, recherche, enseignement supérieur, formation professionnelle) et tous nos programmes d'actions afin de favoriser encore plus d'ouvertures à la coopération internationale. Au moment où nous sommes confrontés à une réorientation nécessaire de l'action publique, faute de moyens, nous devons également nous interroger sur un nouveau modèle. Oui, nous continuerons à mobiliser tous nos budgets. Notre Région a déjà effectué des choix importants en ce domaine par le passé. Nous continuerons donc à mobiliser le maximum de ressources en faveur de la coopération décentralisée : notre état d'esprit n'est pas d'arrêter ces actions pour économiser de l'argent. Nous continuerons à mobiliser le maximum de ressources en faveur des projets portés au nom d'associations implantées dans la région Centre et au bénéfice d'autres territoires. De plus, nous veillerons à ce que l'action économique, l'action culturelle, l'action de l'éducation portées en région, répondent en écho aux réalisations des territoires.

Il ne s'agit pas de « baratin ». Voilà quelques jours, j'assistais avec une délégation marocaine à ORLEANS, à un dîner où était associé le pôle de compétitivité DREAM –développement et recherche sur l'eau et les milieux. J'ai ainsi réuni des responsables économiques marocains désirant développer l'assainissement, l'irrigation des cultures sur des territoires maîtrisés, avec des responsables économiques de la région. Ces derniers sont en train de penser un nouveau modèle d'assainissement

respectueux de l'environnement. Au terme de ce dîner, tous ces responsables s'accordaient à penser qu'ils avaient beaucoup à réaliser ensemble : non pas dans un modèle d'exploitation de l'un par l'autre, mais dans un modèle où les projets et les ambitions d'un côté de la Méditerranée peuvent éclairer la recherche de l'autre côté de la Méditerranée. A travers nos universités, nos laboratoires, nos réseaux associatifs, nos acteurs économiques, il convient d'apporter des réponses au développement nécessaire d'une région du Maroc, souhaitant avancer rapidement avec nous.

Nous pouvons agir de la sorte dans tous les domaines. En guise de deuxième exemple, j'évoquerai l'aide à la mobilité de nos jeunes. Nous avons récemment choisi d'accroître les aides de la Région lorsqu'il s'agit de mobilité en direction des zones de coopération décentralisée. La politique en matière d'éducation ne doit pas être dissociée de notre action en faveur de la coopération décentralisée ; au contraire, l'une doit amplifier l'autre. Nous souhaitons avancer dans cet esprit.

Je terminerai mon propos là-dessus. Votre quotidien est riche d'enseignements et de leçons pour nous et pour moi en particulier. Cette région est très clairement identifiée par la coopération décentralisée. Hier, tandis que je rencontrais Solidarité Sida Afrique au congrès de l'ARF, mes collègues Présidents de régions sont venus me demander quelle était notre action concrète en matière de lutte contre le sida en Afrique. J'ai alors évoqué notre engagement avec un certain nombre d'entre vous. Nous agissons de la sorte, parce que dans cette région, des femmes et des hommes se sont impliqués au travers d'associations : la collectivité publique n'invente pas tout. La collectivité publique est la conception de la responsabilité politique : elle s'appuie sur les priorités, les valeurs et les engagements définis par les citoyens. Si notre région témoigne d'un niveau élevé en matière de coopération décentralisée, c'est parce que nous avons la chance de bénéficier d'un réseau associatif extraordinairement développé avec des femmes et des hommes de passion consacrant énormément de temps à cette solidarité internationale. Après avoir partagé aujourd'hui avec vous, -trop rapidement cependant, en raison d'autres engagements-, avec beaucoup d'intensité, ma conviction s'en trouve renforcée.

Merci de votre action. Merci à celles et ceux donnant vie aux ateliers et aux débats. Merci à celles et ceux s'intéressant de très près à l'autosuffisance alimentaire, tellement centrale et préoccupante dans un certain nombre de nos zones de coopération décentralisée. Merci pour vos engagements et vos passions. Merci à tous.

M. ELOY – Merci Monsieur le Président, merci Messieurs les vice-présidents pour vos interventions rappelant aujourd'hui l'importance de la solidarité et de la coopération, notamment au sein de la société civile. Ces interventions s'inscrivent parfaitement dans le thème de cette journée : « l'échange et la solidarité, deux ressources pour nourrir le monde ».

Nous poursuivons le déroulement de cette rencontre avec la projection d'un documentaire durant 45 minutes. Ce film sera ensuite suivi d'un échange avec le public et deux intervenants.

Ces rencontres s'inscrivent dans le cadre du festival alimentaire. Au risque de se répéter, il est judicieux de rappeler un chiffre : le seuil du milliard de personnes souffrant de la faim dans le monde a été dépassé. Or, près de 80% de ces personnes sont des paysans, des travailleurs agricoles ou des éleveurs. Comment le monde pourra-t-il nourrir en 2050, neuf milliards d'individus alors qu'aujourd'hui, il éprouve déjà des difficultés à nourrir la population existante ? Comme nous y invitait le Monsieur le Président BONNEAU, il est nécessaire de revoir clairement nos modèles. Qu'il s'agisse des modèles de développement, des modèles agricoles ou des modèles de consommation. Un

vaste chantier s'ouvre ainsi dans lequel les acteurs de la société civile ont évidemment une place importante.

Le festival alimentaire est un festival du film documentaire. Il a pour objectif de nourrir la réflexion et d'alimenter le débat autour de sujets liés à l'agriculture et à l'alimentation, au nord comme au sud. Actuellement, en France, nous recensons plus de 300 projections de ces documentaires dans 130 villes, suivies de débats. Ces actions permettent d'alimenter la réflexion de la société sur ces questions. Ici, nous pourrions assister à la projection de *Madre(s) Tierra* réalisé par Madame Anne FARRER. Il s'agit de son deuxième documentaire sur l'Equateur. A travers ce film, Madame Anne FARRER a souhaité montrer qu'il existe, grâce à l'énergie de femmes en Equateur, des alternatives possibles à un contexte économique difficile.

Je ne m'étendrais pas plus longtemps et je vous invite à regarder le film. Je précise cependant une dernière chose : le festival alimentaire se déroule dans toute la France, dont la région Centre. Dans les prochaines semaines, la région Centre accueillera une cinquantaine de projections ou d'animations liées au festival. Je vous invite à vous informer au village associatif situé au deuxième niveau inférieur, afin de pouvoir poursuivre les échanges avec nous.

(Projection du film Madre(s) Tierra)

DEBAT PUBLIC

M. ELOY – J'espère que vous avez bien profité de votre voyage à SAN FRANCISCO DE CUNUCHAGAY et PALACIO REAL en Equateur. Le documentaire diffusé soulève sans doute beaucoup de questions et suscite vos réactions. Pour certains, peut-être évoque-t-il également des situations vécues sur d'autres continents. Une heure est maintenant prévue pour échanger sur ce thème. Afin d'amorcer la discussion, deux intervenants échangeront avec le public à partir de leur expérience : Monsieur Henry-Hervé BICHAT, ancien Président du GRET et fondateur du CIRAD, et Madame Catherine GAUDARD, directrice du Plaidoyer au CCFD Terre Solidaire.

Contre toutes les convenances d'usage, je passe d'abord la parole à Monsieur Henry-Hervé BICHAT.

(Discussion hors micro)

M. ELOY – Compte tenu de l'hémorragie en cours dans la salle, il serait souhaitable que les derniers rangs se rapprochent un peu afin de rendre l'ambiance un peu plus chaleureuse.

Je passe la parole à Monsieur Henry-Hervé BICHAT. Tout à l'heure, vous m'avez confié connaître un peu l'Equateur pour vous y être déjà rendu : j'aimerais savoir comment vous réagissez à ce portrait un peu particulier, d'une communauté de femmes du centre de l'Equateur. Ce film évoque-t-il des souvenirs ? Ou non ?

M. BICHAT – Tout à fait.

Mais d'abord, je souhaite signaler combien je suis content d'être présent parmi vous aujourd'hui. J'étais venu en qualité de Président du GRET et j'avais alors été très frappé par le dynamisme de la Région Centre dans les problèmes de coopération avec le

sud. D'ailleurs, j'ai également été très frappé par les propos très volontaristes du Président : je l'en félicite.

Effectivement, je regrette l'absence de la réalisatrice qui connaît parfaitement la région...

M. ELOY – J'ai oublié de le signaler : la réalisatrice s'est excusée. Elle était sensée être présente mais elle a été empêchée.

M. BICHAT – Je vais donc essayer de la suppléer même si je ne me suis rendu qu'une seule fois en Equateur.

Il est important de donner un cadre à ce film. L'Equateur couvre une superficie d'environ 230 000 – 240 000 km² ; soit la moitié de la France. Le pays compte également une population de 13 millions d'habitants. En fait, l'Equateur se divise en quatre régions : dans vos fiches, vous trouverez ainsi une carte du pays. Nous pouvons donc différencier :

- la Costa : la zone se situant au bord du Pacifique par laquelle sont arrivés les Espagnols. Aujourd'hui, nous y trouvons les grandes exploitations de bananes ainsi que les exploitations pétrolières ;
- la Sierra : il s'agit de la région aperçue dans le film. La Sierra est constituée de hauts plateaux entre 2 300 et 3 000 mètres d'altitude et dominés par de grands volcans à l'instar de celui aperçu dans le film, le Chimborazo culminant à 6 500 mètres. Il s'agit des zones traditionnelles où ont vécu les populations indiennes.
- Le haut bassin de l'Amazone. Cette zone demeure encore très peu peuplée aujourd'hui.
- L'archipel des Galápagos connu dans le monde entier. Il a été l'occasion pour Charles DARWIN d'élaborer sa théorie.

Ce cadre géographique a connu une histoire. Celle-ci concerne naturellement les populations indiennes se développant de manière autonome, mais avec un décalage de 10 000 ans par rapport aux Européens et aux Asiatiques. Lorsque les Espagnols sont arrivés en 1530, ces populations demeuraient au stade du cuivre : ils ne connaissaient ni le fer, ni l'arme à feu. Autrement dit, l'arrivée des Espagnols sur leurs bateaux les a considérablement étonnés.

Tant en Amérique centrale qu'en Amérique latine, des empires étaient en train de se constituer. Ils avaient à peine un siècle d'existence à l'arrivée des Espagnols. En Amérique centrale, il s'agit des Aztèques ; en Equateur, il s'agit des Incas. Ces empires, très importants, ont été démolis par les Espagnols bénéficiant de la technologie, de la surprise et aussi de beaucoup de chance. PIZARRE est ainsi parti de PANAMA avant de débarquer à LIMA sur la côte et de monter dans les montagnes où se trouvaient l'or et l'argent. QUITO a été conquise par les Espagnols vers 1530.

A l'époque, deux grands vice royaumes existaient : l'un couvrant toute l'Amérique centrale ; l'autre, toute l'Amérique latine. Une audience royale était basée à QUITO dotée d'une très large autonomie. La région de QUITO a ainsi connu une expansion considérable au cours du XVIII^e siècle. Aujourd'hui encore, la ville demeure magnifique ; elle est d'ailleurs inscrite au patrimoine de l'humanité avec ses palais, ses églises, ses rues superbes, ses importants musées, dans le domaine notamment de l'or et de l'archéologie.

Les territoires aperçus dans le film correspondent à la zone traditionnelle des Indiens. En effet, parmi les treize millions d'habitants du pays, plusieurs ethnies sont

recensées. Les métis sont les plus nombreux. Les noirs, composant l'essentiel de la population en bordure du Pacifique, sont venus comme esclaves avant de s'établir dans le pays. Nous trouvons également environ 10% de créolos, race espagnole plus ou moins pure, surtout autour de QUITO. Enfin, au-dessus de QUITO, il s'agit de la zone des Indiens. Ceux-ci couvrent environ 25% de la population. Cette ethnie a longtemps été marginalisée sur le plan politique. Toutefois, avec l'actuel Président, elle occupe à nouveau une position extrêmement importante.

Le film témoigne d'une culture particulière, la culture inca. Mais cette situation se rencontre aussi ailleurs. Ayant travaillé en Afrique, j'ai pu observer combien les femmes jouent un rôle essentiel dans le maintien des communautés. Face aux difficultés rencontrées par ces communautés dans tous les pays du Sud, les hommes semblent un peu découragés. D'une manière générale, selon moi, nous observons une fuite des hommes vis-à-vis de leurs responsabilités et vis-à-vis des défis posés par la mondialisation. En revanche, les femmes s'accrochent avec une vigueur incroyable. Je peux ainsi témoigner de situations vécues en Afrique noire : sans les femmes, je ne sais pas où nous en serions. Il me semble qu'à cause de leurs enfants, les femmes s'accrochent autant, font face et gardent confiance en l'avenir en dépit d'un environnement extrêmement difficile.

Dans le film, nous observons un mélange teinté à la fois de tradition et de modernité avec, par exemple, des chaises plastiques telles qu'il en existe chez nous ou avec les femmes filant la laine. J'aurais aimé poser une question à la réalisatrice au sujet du contrôle des naissances. Dans ce pays, la densité demeure peu élevée avec environ 50 habitants par km², mais elle est cependant très variable. Une partie de l'Equateur reste très peu habitée tandis que la densité sur les hauts plateaux est importante. Pour cette raison, une force de travail demeure inoccupée et il est nécessaire de lui trouver des débouchés. En ce sens, cette initiative prise par ces femmes me semble tout à fait admirable : je souhaite les féliciter et les encourager.

Enfin, je signale un point très important pour nous Français : le nom « Equateur » a été donné par les Français. En effet, entre 1736 et 1743, une équipe de scientifiques français dirigée par Charles de la CONDAMINE, s'est rendue à QUITO afin de trouver la position de l'équateur. Durant six à sept ans, ils ont ainsi arpenté toute la vallée de QUITO avant de trouver finalement l'équateur. Ils ont d'ailleurs inscrit sur le sol une marque pour symboliser l'équateur : aujourd'hui, il s'agit d'un des monuments les plus visités du pays. Le journal de CONDAMINE appelé « l'Equateur » a connu un tel retentissement en Europe qu'il a donné son nom au pays. Après avoir achevé ses travaux topographiques, CONDAMINE n'est cependant pas reparti avec les autres membres de l'expédition pour regagner LIMA, reprendre la mer jusque PANAMA, puis s'embarquer à nouveau pour l'Europe ; CONDAMINE a emprunté le trajet direct à travers l'Amazonie. Il a ainsi vécu des aventures incroyables pour rejoindre BELEM et l'embouchure de l'Amazonie. Il découvrira de la sorte le caoutchouc et l'introduira en Europe.

Sans me montrer trop long, je souhaitais vous fournir ces quelques éléments et vous dire combien ce film m'a ému. Il m'a ainsi rappelé beaucoup de souvenirs à travers d'autres continents. Dans les pays du Sud, les femmes jouent un rôle essentiel et permettent de faire face aux grands défis de la mondialisation.

M. ELOY – Merci Monsieur Henry-Hervé BICHAT pour ce voyage à travers l'espace et le temps.

Je passe à présent la parole à Madame Catherine GAUDARD, directrice du Plaidoyer au CCFD Terre Solidaire. Vous avez beaucoup travaillé sur les questions de souveraineté alimentaire placées au cœur des débats de cette journée. Qu'évoque en

vous ce film et ces initiatives de femmes prenant en mains leur destin pour tenter de se sortir de situations très difficiles ?

Mme GAUDARD – Pour ma part, je ne connais pas l'Equateur. Nous retrouvons cependant les mêmes situations en Asie où j'ai vécu. Là bas aussi, des populations indigènes se voient refoulées sur des terres très peu productives.

Nous observons aussi des problèmes d'eau liés à la déforestation, à l'épuisement des sols avec une agriculture trop intensive dans le reste de l'Equateur. J'ai pu remarqué ces mêmes situations, en particulier aux Philippines.

Dans ce film, j'ai été frappée par le combat de ces femmes : nous les voyons se mobiliser, témoigner d'idées et d'initiatives. Elles sont véritablement capables d'innover. Nous relevons cet effort partout. Les hommes se battent aussi, mais différemment : en allant travailler, en cherchant de l'emploi en ville, dans des chantiers de construction... De nombreux hommes doivent travailler dans les plantations, semble-t-il, même si le film ne le précise pas.

(Intervention hors micro)

Mme GAUDARD – Certains hommes migrent. Ces déplacements sont d'ailleurs évoqués dans le petit document joint. Des hommes partent ainsi pour un mois entier et ne reviennent qu'occasionnellement. Evidemment, les hommes travaillant sur des chantiers de construction, partent pour la ville voisine le matin et reviennent le soir.

J'ai été également intéressée par ces femmes refusant de voir leurs enfants vivre plus tard de la sorte : elles refusent de les voir vivre à la campagne et préfèrent les voir partir. Il n'existe aucune valorisation du travail agricole ou de la vie à la campagne. Nous pouvons ainsi observer une crise d'identité du milieu rural. D'ailleurs, à travers le monde, beaucoup d'associations se battent aujourd'hui afin de valoriser l'agriculture et d'aider les agriculteurs à demeurer à la campagne. L'Europe a cependant connu la même chose : voilà 50 ans encore, le travail agricole n'était guère valorisé. Cet aspect m'a beaucoup frappée.

Ce film et ce dialogue avec les femmes sont effectivement très touchants, très humains, mais le contexte n'est pas suffisamment précisé, me semble-t-il. Toutes ces initiatives locales sont essentielles, fondamentales et sans elles, rien ne peut être réalisé. Toutefois, elles demeurent insuffisantes. Si aucun travail n'est réalisé parallèlement sur les politiques agricoles, les politiques commerciales, les politiques d'investissements, voire même les politiques économiques et fiscales, ces efforts risquent de ne pas déboucher.

Le film effleure simplement ce problème : par exemple, lorsque les femmes évoquent les prix trop bas sur les marchés ; leur travail n'est vraisemblablement pas récompensé à sa juste valeur. En l'occurrence, l'Equateur n'est pas dans une situation d'ouverture du marché : suite à de nombreuses luttes sociales, le pays a refusé les accords de libres échanges avec les Etats-Unis et l'Europe. L'Equateur demeure donc un pays relativement protégé. D'ailleurs, le président CORREA, depuis 2007, tente de défendre les industries naissantes et la production locale, après trente ans de capitalisme sauvage. Même si cela n'est pas parfait, nous relevons des efforts en ce sens alors que dans d'autres pays de la région, les efforts équivalents d'organisations locales ont beaucoup plus de mal à trouver des débouchés. Faute d'être compétitifs par rapport à des produits importés à très bas prix. Du coup, ils ne parviennent pas à vendre leur production. Au CCFD Terre solidaire, nous travaillons sur ces deux aspects : articuler le

soutien des initiatives et mener un travail pour obtenir des changements des politiques commerciales, agricoles, etc.

Le film n'évoque pas non plus la réforme agraire, mais d'après mes lectures, ces populations n'avaient pas d'accès à la terre jusque dans les années 1990. La réforme agraire des années 1970 ne leur a pas tellement profité. Aujourd'hui, ils ont désormais accès à des terres très marginales. En conséquence, pousser pour des réformes agraires demeure essentiel et relève des chantiers mis en place par le gouvernement actuel. Il convient aussi de soutenir et de développer les agricultures avec des investissements ; le cas échéant, les infrastructures, l'irrigation font défaut. Ces communautés éprouvent alors beaucoup de difficultés à développer une production et à accéder au marché. Ces initiatives réclament également des financements publics non accordés à l'agriculture familiale depuis des dizaines d'années.

Toutefois, aujourd'hui, nous sentons un changement dans les politiques publiques en faveur des agricultures familiales même si ce changement demeure très récent. D'ailleurs, les pays en développement ne disposent pas toujours des moyens d'investir dans ces agricultures familiales, d'autant qu'ils ont tout misé sur les grandes plantations. Par exemple, l'Equateur est aujourd'hui le premier exportateur mondial de bananes avec des centaines de milliers d'hectares d'exploitations et d'énormes investissements consacrés à cette culture. En revanche, peu d'investissements ont été réalisés dans l'agriculture familiale. Des virages doivent ainsi être pris aujourd'hui, et le pays doit disposer des moyens d'agir en ce sens.

Certes, il existe du pétrole en Equateur. Mais dans quelle mesure le pays bénéficie des ressources générées par le pétrole ? Dans quelle mesure bénéficie-t-il des richesses produites dans les grandes plantations de bananes, de café ou de cacao ? Finalement, il existe un problème d'évasion des richesses. Avec Terre solidaire, nous nous battons sur ce pillage des richesses. Un pays comme l'Equateur -et bien d'autres d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie- dispose de richesses très importantes, exploitées à la fois par des entreprises locales -en Equateur, nous rencontrons ainsi de riches familles profitant de ces richesses- et à la fois par des multinationales. Ce problème n'est très éloigné de la situation des femmes et de leur lutte racontées dans le film. En fait, les richesses générées dans le pays ne bénéficient pas à la population : elles fuient à travers des manipulations comptables vers les paradis fiscaux.

Enormément d'argent échappe ainsi aux caisses de l'Etat et empêche des investissements en faveur du développement. Je prends à nouveau l'exemple des Philippines : depuis des années, nous y soutenons des organisations paysannes essayant d'obtenir de l'irrigation supplémentaire pour des terres. En effet, même si l'irrigation s'avère très développée dans ce pays, beaucoup d'actions doivent encore être menées, notamment dans la riziculture, afin de permettre aux Philippines de devenir autosuffisante. Irriguer 400 000 hectares de terres coûterait environ un milliard de dollars. Malheureusement, le Gouvernement explique ne pas disposer des moyens d'investir dans l'irrigation supplémentaire. Pourtant, chaque année, plus d'un milliard de dollars disparaît en évasion fiscale.

Cet enjeu est important aujourd'hui. Il nécessite une implication des décideurs politiques dans le pays. Aujourd'hui, en Equateur, cette implication existe : des mesures ont ainsi été prises pour lutter contre l'évasion fiscale, pour renationaliser diverses entreprises et faire entrer davantage d'argent dans les caisses de l'Etat. De ce fait, me semble-t-il, certaines initiatives prises par ces femmes sont aussi permises non seulement par la solidarité internationale avec des ONG européennes, mais aussi par une volonté politique de l'Etat qui réinvestit dans le développement agricole et rural. Malheureusement, dans de nombreux pays, cette volonté politique de l'Etat demeure absente. Par exemple, les pays d'Afrique s'étaient engagés, en 2003, à consacrer 10% des recettes de l'Etat au développement agricole : aujourd'hui, la plupart d'entre eux se

contentent en fait de 4 ou 5%. Soit ils ne sont pas intéressés par de telles actions ; soit ils ne disposent pas des moyens suffisants. Encore une fois, l'évasion fiscale permettrait de mener à bien les investissements nécessaires. Aujourd'hui, 125 milliards d'euros fuient chaque année les pays en développement au lieu de rentrer dans les caisses de leurs Etats. Pourtant, selon la FAO, 30 milliards d'euros suffiraient à développer l'agriculture et à lutter contre la pauvreté et la faim.

Je souhaitais simplement apporter cet éclairage.

M. ELOY – Monsieur Henry-Hervé BICHAT, je vous passe la parole pour une rapide réaction. Le public pourra ensuite intervenir et adresser ses questions, remarques, interventions sur le film et sur les propos de nos intervenants.

M. BICHAT – Comme je connais un peu l'Equateur, je réagis à votre propos. Les Espagnols ne se sont jamais installés sur la Sierra : il est très difficile de pratiquer l'agriculture dans la zone des hauts plateaux située à 2 500 - 3 000 mètres. En conséquence, cette région a été laissée aux Indiens afin qu'ils se débrouillent seuls. De plus, des maladies terribles ont beaucoup affecté cette population indienne.

Les propos de ma collègue se vérifient essentiellement pour le sud du pays. Nous trouvons dans cette région la plus grande ville de l'Equateur, GUAYAQUIL ; un port avec les productions de bananes, et de grandes entreprises. Néanmoins, la situation des communautés aperçues dans le film est totalement différente. Ces communautés ont été totalement abandonnées par l'Etat ne s'intéressant qu'à l'exploitation des mines dans ces régions.

Mme GAUDARD – Comme je l'ai signalé, nous parlons d'un pays disposant de ressources, mais non investies dans cette région. Bien évidemment, les bananeraies ne sont pas implantées dans cette région, mais les richesses générées par cette culture bananière ou l'exploitation du pétrole ne sont pas investies dans le pays et notamment dans cette région très pauvre.

Merci pour votre précision. Mon propos n'était peut-être pas suffisamment clair.

M. ELOY – J'invite la salle à réagir.

(Intervention hors micro)

M. ELOY – Il est préférable de vous exprimer dans le micro puisque les interventions sont enregistrées.

Que le public n'hésite pas à lever la main pour prendre la parole.

M. BALLADE (Association Prommata) – Je me prénomme Jo BALLADE, je suis agriculteur et j'œuvre au sein de l'association Prommata. Je suis héritier de Monsieur Jean NOLLE, décédé en 1993. Vous l'avez sans doute bien connu, d'autant qu'il a travaillé pour le CIRAD.

Ce film m'interpelle lorsque nous voyons les femmes cultiver les pommes de terre. Elles plantent les pommes de terre, elles les arrachent tandis que les ânes les

regardent travailler. Nous parlons de développer l'agriculture familiale : il s'agit justement de l'ambition de Prommata. L'association désire ainsi développer l'agriculture familiale en valorisant la traction animale. Cette action ne coûte pas cher puisque les outils permettant cette traction sont auto fabricables dans des petits ateliers. Le concept du Mamata repose sur la simplicité liée à la polyvalence.

Partout où je me rends, je suis interpellé par ces paysans et paysannes travaillant toute la journée, et n'utilisant pas la traction animale. Or dans un pays tel que l'Equateur où nous voyons de nombreux ânes et chevaux, ces animaux pourraient être employés pour la culture de la pomme de terre. Notre propos consiste à développer ces actions. Toutefois, nous ne trouvons aucune aide pour mettre au point les prototypes et financer la recherche des outils. Prommata a été créée avec Monsieur Jean NOLLE voilà vingt ans : aujourd'hui, je marche dans ses traces, me rendant à Madagascar, en Afrique. Monsieur Jean NOLLE est décédé aigri de ne pas voir son travail reconnu : tout son travail est tombé à l'eau parce que la coopération ne l'a pas écouté et n'a pas pris en compte ses inventions. Aujourd'hui, nous poursuivons ce travail, mais nous n'ambitionnons pas de développer cet outillage avec un industriel comme Monsieur Jean NOLLE l'espérait à l'époque. En conséquence, nous mettons au point un outillage tout à fait artisanal.

Les personnes désirant en savoir davantage peuvent consulter notre site internet et ainsi découvrir notre travail.

M. BICHAT – J'ai très bien connu Monsieur Jean NOLLE. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour le soutenir et je conserve le souvenir d'un partenariat très fructueux.

Nous devons également souligner combien Monsieur Jean NOLLE était un grand cinéaste : j'espère que vous avez conservé ses films.

(Intervention hors micro)

M. ELOY – Merci de vous exprimer dans le micro pour faciliter l'enregistrement.

M. BICHAT – Lorsque nous dressons le bilan de la culture attelée, nous observons clairement un échec global. Nous rencontrons cependant quelques succès, notamment autour du coton dans la région de SIKASSO au Mali ou au Burkina Faso. Lorsque nous parvenons à monter un système efficace comme avec le coton, nous arrivons alors à développer l'utilisation de la culture attelée.

Les personnes ayant pu se rendre dans la région de SIKASSO, dans le sud du Mali, ont ainsi pu noter ce développement de la culture attelée tout à fait remarquable. Comme vous, je plaide donc en faveur de cette culture attelée.

Naturellement, nous rencontrons ici un problème avec des animaux aux petits gabarits. Ces pays sont pauvres en alimentation et donc pauvres en force de travail animale. Toutefois, Monsieur Jean NOLLE avait développé des outils extrêmement légers : ils ne pouvaient peut-être pas permettre de sortir les pommes de terre, mais au moins permettaient-ils d'entretenir les champs.

(Intervention hors micro)

M. ELOY – Je souhaite que chacun puisse s'exprimer et que le débat ne se résume pas à un dialogue entre deux personnes.

M. BICHAT – Je suis réellement content de voir l’héritage de Monsieur NOLLE perdurer aujourd’hui. Bravo.

M. BALLADE – Tout à fait. L’association s’appelle Prommata en Ariège.

Le zaï est une technique de préparation des semis dans les zones très dégradées du Sahel. Nous le pratiquons avec nos outils et de petits ânes pesant 80 kilos. Cette technique donne de très bons résultats.

Au Burkina Faso, il existe un endroit où l’atelier est autonome, avec des formations entre agriculteurs et entre forgerons. Il existe ainsi un « petit Prommata » désormais au Burkina même si tout le monde l’ignore et que nous ne réalisons aucune publicité. Mais nous ne sommes pas beaucoup aidés.

M. ELOY – Avons-nous d’autres demandes d’interventions parmi la salle ?

Au risque de sembler un peu provocateur, j’ai été marqué dans ce film par ces femmes travaillant la terre à la main alors qu’à plusieurs reprises, nous avons aperçu un tracteur, juste derrière. Je n’ai pas compris d’où venait cet engin et pour quelles cultures il était employé. Mais cette image m’a un peu marqué dans une zone en apparence assez peu cultivée.

De la salle – Je m’interroge notamment sur le contexte du projet. Pourquoi le lama a-t-il disparu ? De même, j’imagine que le choix de la viande de lama répond à la nécessité de développer l’élevage. Disposez-vous d’informations sur ces projets ? Qu’il s’agisse du restaurant ou de l’atelier de traitement de la laine.

M. ELOY – D’autres personnes désirent-elles intervenir ? Je demande aux intervenants de retenir les questions pour y répondre ensuite.

De la salle – Nous représentons l’association Echange et développement. Nous avons été présents en Equateur de 1984 à 1989 et, depuis 1995, nous sommes dorénavant en Haïti. Vous imaginez donc la signification du mot développement à nos yeux.

En Equateur, nous nous sommes aperçus que ce travail continuait constamment. Nous étions dans la région des hauts plateaux, plutôt vers le sud. Effectivement, le travail des femmes perdure : à ce titre, j’ai beaucoup apprécié l’intervention de Madame Catherine GAUDARD. Effectivement, il n’existait pas d’investissements dans des initiatives locales. Les membres de l’association envoyés sur place ont essayé de faire fructifier la culture locale de la quinoa, pour l’introduire de façon utile et urgente. Depuis des centaines d’années, les enfants étaient envoyés en ville puisque les femmes ne pouvaient s’en occuper puisqu’elles travaillaient constamment.

[Coupure bande audio]

Ils ont peut-être essayé de faire marcher le tracteur, j’ignore si ils ont été formés pour le faire fonctionner, mais en attendant, les femmes portent la fenaison sur le dos. Effectivement, nous avons introduit la quinoa dans les écoles.

Ce très bon film montre très bien combien ces femmes désirent voir leurs enfants suivre des études pour leur avenir. Nous ne voyons pas le futur, nous voyons

simplement qu'elles travaillent et nous ne voyons pas que ce restaurant commencera effectivement à développer l'élevage du lama, à attirer des touristes dans la région et à apprendre des méthodes d'élevage pour développer d'autres formes de cultures.

Toutefois, nous ignorons le devenir des enfants à qui nous avons donné, grâce à un contrat avec la région, la quinoa obligatoire à tous les goûters (à 10h en classe à l'école). Elevés dans la misère et dans des familles ne disposant pas suffisamment de nourriture, ces enfants étaient dopés avant d'aller à l'école, en raison, notamment, de distances assez longues. Du point de vue humain et sanitaire, ces enfants ont été aidés à travers ce contrat établi avec la région pour organiser des goûters de quinoa dans chaque école. Ces enfants sont-ils désormais en capacité de retrouver une exploitation familiale et durable de leur région Quechua ? Ces enfants ont naturellement évolué, puisque notre courte intervention en Equateur est ancienne. Nous sommes ensuite partis au Mexique, puis en Haïti. Effectivement, nous nous demandons quel est l'avenir pour ces régions où les enfants risquent de migrer comme leurs pères tandis que les mères s'efforceront de développer des initiatives peut-être rentables mais dont beaucoup échouent.

M. ELOY – Je vais prendre encore une ou deux interventions.

M. MOUZANA (Association ADB) – L'aspect m'a peut-être échappé : le projet de ces femmes organisées en coopérative était-il spontané ou suscité par quelqu'un ?

M. ELOY – Il sera peut-être difficile de répondre à toutes les questions puisque Madame Anne FARRER est absente.

A la lecture du dossier remis pour préparer cette discussion, ce projet de femmes bénéficie de forts soutiens d'ONG internationales. Ce soutien peut ainsi expliquer certains investissements, difficiles si ces femmes avaient été seules.

(Intervention dans la salle)

M. ELOY – En effet, les propos sur le cholestérol et les protéines pouvaient paraître étonnants.

Je passe la parole à Madame Catherine GAUDARD puis à Monsieur Henry-Hervé BICHAT.

Mme GAUDARD – Je souhaite revenir sur la question de la recherche agricole et de la traction animale. Depuis des années, les organisations paysannes du Sud se mobilisent pour dire combien elles ne sont pas soutenues par rapport à leurs besoins en termes de recherche agricole. Cette recherche n'est pas adaptée aux besoins. Les organisations du Nord plaident, à l'instar du CIRAD, également pour une autre approche de la production agricole.

Depuis dix à quinze ans, nous observons toutefois une évolution. Nous relevons ainsi une certaine prise en compte sur le besoin d'accompagnement différent de l'agriculture intensive, pour les agricultures familiales, dans leur grande diversité. Même si nous demeurons loin du compte, nous remarquons cependant une évolution intéressante au niveau international. L'organisation mondiale de l'alimentation a ainsi mis en place un partenariat international pour la sécurité alimentaire. Et après quinze années

de mobilisation de la société civile internationale, nous observons un effort de cohérence entre trois piliers :

- les politiques agricoles et commerciales ;
- la recherche ;
- le financement.

Même si les résultats sont loin d'être suffisants, il s'agit réellement d'un effort pour répondre aux besoins de développement agricole en essayant d'être plus cohérent sur ces trois dimensions. Dans le pilier « recherche », il existe la volonté de faire venir des chercheurs témoignant de nouvelles approches différentes de celles mises en avant jusqu'à présent.

Toutefois, nous demeurons loin du compte lorsque nous observons la coopération française à l'égard de l'Afrique, aujourd'hui. Nous observons ainsi une volonté d'investir et de moderniser en faveur d'une agriculture moderne, totalement décalée par rapport aux besoins.

Au sujet du projet touristique, je l'ai examiné afin d'en savoir davantage. Sur internet, nous apprenons que le restaurant fonctionne désormais. Nous pouvons ainsi lire des témoignages de touristes se rendant dans ce village et s'installant dans ce restaurant avant de monter le Chimborazo pour aller chercher de la glace à 6 000 mètres d'altitude. A travers le restaurant, nous voyons la nécessité d'une diversification ; en effet, ces communautés ne pourront s'en sortir uniquement par l'agriculture. Cette nécessité de diversification se vérifie partout : elle est indispensable si le milieu rural veut aussi continuer à vivre. Par ailleurs, nous relevons aussi une attente chez les populations ne désirant pas vivre uniquement de l'agriculture. Toutefois, la diversification doit aussi s'opérer à partir d'une agriculture renforcée et soutenue. Elle doit peut-être également permettre aux hommes de revenir dans les villages : il y a parfois des machines, et comme nous le constatons partout, les hommes s'intéressent beaucoup plus aux projets lorsqu'ils sont mécanisés. Dans ces restaurants et ces hôtels, des hommes vont certainement travailler : la charge de travail des femmes est aujourd'hui très lourde, et il est sans doute dans leurs intentions de permettre à certains hommes ou à des jeunes de rester dans les villages.

Pour terminer, sur la question de l'avenir, il me semble que les réflexions en Amérique latine s'avèrent aujourd'hui très intéressantes. Comme le signalait précédemment le Président de la Région, nous observons réellement une recherche de mieux vivre et de bien vivre. Il n'est pas uniquement question de croissance et d'augmentation économique. Nous ressentons cette recherche de « bien vivre » dans la démarche de ces femmes. D'une manière générale, nous la ressentons également dans beaucoup de pays d'Amérique latine où des personnes mènent une réflexion plus approfondie sur le sujet. En Equateur, depuis quelques années, nous observons même une réflexion pour ne pas exploiter certaines ressources pétrolières découvertes dans des régions d'Amazonie équatorienne. Une réflexion est ainsi menée pour savoir comment ne pas exploiter ces ressources afin de ne pas déplacer des populations amazoniennes et détruire des écosystèmes. Il s'agit donc de veiller à leur non exploitation tout en menant conjointement une réflexion sur la manière d'amener de nouvelles ressources dans le pays. Même si elle n'est pas encore aboutie, cette réflexion est du moins lancée : elle me semble également très encourageante pour l'avenir.

M. ELOY – Je passe la parole à Monsieur BICHAT.

M. BICHAT – Je souhaite effectuer deux commentaires. En premier lieu, vous avez tout à fait raison d'insister sur les problèmes de diversification. Dans cette région comme dans beaucoup d'autres agricoles, si nous voulons arriver à augmenter la productivité du

travail, une certaine émigration rurale sera nécessaire. Il est nécessaire d'avoir une population moindre travaillant la terre pour arriver à augmenter la productivité. Il est extrêmement important de s'assurer que cette amélioration de la productivité, indispensable pour l'amélioration du niveau de vie, notamment grâce à la mécanisation, puisse s'effectuer sur place et non par migrations vers la ville. Par conséquent, tous les efforts de diversifications et de développement de services et d'industries rurales, sont extrêmement utiles. Nous devons donc les soutenir.

Ma deuxième observation porte sur le travail agricole. La traction animale souffre d'un gros handicap car elle colporte une image ringarde. Je suis certain qu'un tracteur a dû être amené dans ce village de la Sierra équatorienne. Ce tracteur est effectivement utilisé par un homme mais il arrive comme un cheveu sur la soupe dans le système agricole du village. La solution rationnelle est celle préconisée par Monsieur Jean NOLLE : amener d'abord la traction animale et ensuite, peut-être, passer au tracteur lorsqu'un certain niveau d'intensification est atteint.

Au Sénégal ou au Mali, je relève ainsi des exemples où le Président pour s'assurer la Une des journaux, importe brutalement des centaines de tracteurs. Il s'agit d'une catastrophe car ces engins ne sont nullement intégrés ni dans un système de cultures appropriées ni dans un système de maintenance. Selon moi, la situation dans ce village équatorien doit être similaire avec un tracteur fonctionnant de manière aberrante, selon moi.

Enfin, il me semble très important pour la coopération, de s'inscrire dans le temps. Je plaide toujours pour mener peu d'actions mais longtemps plutôt que des grosses opérations sur quelques années. Le temps demeure un facteur essentiel dans nos actions de coopération : il est nécessaire de témoigner de la patience et de la fidélité. Mieux vaut suivre pas à pas le développement de communautés auxquelles nous nous associons. Je souhaite voir ce principe pris en compte par la Région Centre avec les valeurs et les ambitions affichées. Je souhaite que la Région veille, lorsqu'elle engage une opération, à ce que celle-ci se prolonge le plus longtemps possible. Il s'agit, me semble-t-il, d'un facteur décisif d'efficacité et de service.

M. ELOY – Personne ne peut apporter une réponse sur la réintroduction du lama ?

M. BICHAT – Le lama a été un élément très important du système incas puisqu'il était le seul animal de portage. Les Incas avaient ainsi monté un système très complexe reliant les zones côtières aux zones montagneuses. Ces liaisons étaient opérées à dos de lama.

Selon moi, avec l'arrivée des Espagnols, le lama est devenu le symbole de temps dépassés. De ce fait, l'animal a été totalement abandonné. Par conséquent, la relance de l'élevage du lama me paraît très importante dans la recherche d'identité.

(Intervention hors micro)

M. BICHAT – Les Espagnols ont amené le cochon, le cheval, le chien...

Mme GAUDARD – ... et le mouton apparemment.

M. BALLADE - Le lama s'est retrouvé au stade de l'âne : une sous-espèce...

M. BICHAT – Oui, un peu le symbole du passé.

M. ELOY – Que ceux souhaitant prendre la parole n’hésitent pas lever la main.

Mme GAUDARD – Il me semble intéressant de voir combien les changements agricoles ont déjà été introduits voilà plusieurs siècles. Avant aujourd’hui, d’autres époques ont ainsi voulu apporter des changements dans l’agriculture. Bien entendu, certains changements s’avèrent pertinents : il n’existerait aucune pomme de terre en Europe si nous n’avions pas eu d’échanges et si nous n’avions pas fait évoluer nos cultures. De même, nous n’aurions pas de tomate, ni de maïs.

La question est ailleurs. Lorsque l’écosystème est fragilisé par cette introduction, comment devons-nous adapter ces cultures ? La réintroduction du lama répond, me semble-t-il, à cette préoccupation : le lama est mieux adapté à un écosystème fragile que les autres animaux tels que les moutons, plus destructeurs. Les leçons tirées du passé montrent aussi l’utilité de la réintroduction d’animaux ne bénéficiant plus que d’un intérêt exotique. Par exemple, beaucoup de pays reviennent aujourd’hui en arrière en préférant des cochons sauvages aux cochons d’élevage parce que cet élevage n’est pas productif, plus coûteux en alimentation, fragile et donc guère intéressant. Avoir un cochon rose dans un enclos pouvait peut-être symboliser le progrès, mais finalement, les agriculteurs se rendent compte que les cochons sauvages noirs mangeant les ordures s’avèrent plus intéressants.

M. ELOY – Monsieur va reprendre la parole. Ensuite la dame assise au fond, s’exprimera.

M. BALLADE - Tout le monde parle aujourd’hui de diversification. Mais encore faut-il en avoir la possibilité lorsque la survie est en jeu. Selon moi, la traction animale moderne, et non la ringarde de nos arrières grands-parents, fixe les jeunes, limite l’exode rural et motive. Les outils réalisés par notre association s’avèrent tout à fait modernes. Et même petit, l’outil paraît tout à fait attirant et surtout très fonctionnel. Par conséquent, la traction animale permet la diversification. Par exemple, pour le zaï, au lieu de quatre personnes requises durant un mois pour cultiver un hectare, deux personnes et deux ânes fournissent le même travail sur quatre jours. Cela laisse donc beaucoup de temps pour mener d’autres réalisations.

M. BICHAT – De plus, nous ne devons pas oublier que la principale tâche dans l’agriculture est constituée par le transport.

M. ELOY – Je passe la parole à la dame assise dans le fond...

Mme BAUDET (Peuple solidaire 41 et Artisans du monde Blois) – Je m’interroge sur les productions de confitures (poire, carottes, mûres et fraises) envisagées par ces femmes, et sur leur travail de la laine de lama (pull, gants, panchos) produits pour leurs enfants et pour l’exportation. Au-delà de la production locale pour le village et ses environs, avez-vous une idée du réseau envisagé pour l’exportation ? Je pense naturellement au réseau équitable : ces femmes y songent-elles ?

M. ELOY – Le public a-t-il d’autres questions ? Des interventions ? Des réactions ?

Mme GAUDARD – Aucun d’entre nous ne connaît précisément ce projet. L’objet de cette rencontre est plus large et le film doit nous inspirer sur ces réflexions.

Sur la question du commerce équitable, j’avais également noté la volonté de ces femmes d’exporter. Toutefois, il peut s’agir d’exportation dans la région ou dans les pays voisins. Il existe un marché très vaste en Amérique latine. De plus en plus, le commerce équitable se développe dans la région et pas seulement à destination des pays occidentaux. Selon moi, il est nécessaire d’encourager cette forme de commerce. Nous devons rester cohérents avec le développement de marchés régionaux et la priorité accordée au commerce local.

Il n’est pas question de remettre en cause l’intérêt du commerce équitable au niveau international. Mais dans une réflexion portant sur l’avenir, il est nécessaire de considérer les coûts des transports et l’impact écologique du commerce mondial de plus en plus problématique. Nous ne devons donc pas penser uniquement en échanges mondiaux. Dans ce contexte, je ne vois pas où est la valeur ajoutée dans l’importation de confitures de carottes depuis l’Equateur, hormis dans la solidarité. Il me paraît donc plus judicieux de promouvoir des échanges locaux avec ces produits plutôt que de tenter à tout prix de les exporter vers le marché européen. A ce sujet, le commerce équitable a permis une véritable réflexion et une prise de conscience. Aujourd’hui, ce commerce évolue et ses acteurs se posent également ces questions.

M. BICHAT – En Equateur, le tourisme est une activité extrêmement importante. L’ONG appuyant ce village témoigne donc d’une très bonne idée en souhaitant lancer des activités touristiques. D’autant que le village est situé à proximité du Chimborazo, un des sommets les plus connus du pays. Par conséquent, réaliser un restaurant et y commercialiser des produits locaux, me paraît une excellente idée.

Selon moi, le mot exportation comme le mot cholestérol ont été glissés par l’ONG dans la tête des femmes. Je ne sais pas si elles en auraient parlé spontanément, sans l’ONG ambitieuse et désireuse se faire connaître.

En ce qui concerne le commerce équitable, j’y suis tout à fait favorable. D’autant qu’il s’agit d’excellents commerçants distribuant au meilleur prix et dans les meilleures conditions. J’admire avant tout cet aspect dans le commerce équitable.

Mme GAUDARD – Nous n’avons pas répondu sur la quinoa...

M. ELOY – Nous y reviendrons plus tard. Je passe la parole à la salle.

De la salle – Je souhaite que ces expériences développées dans ce village permettent effectivement à la population d’accéder à la souveraineté alimentaire. La situation est en effet compliquée car nous ignorons quelles ONG sont derrière le projet. J’espère cependant que la réflexion menée dans ce village serve sa population. Naturellement, le tourisme peut être développé, mais cette réflexion ne peut pas être alimentée uniquement par le tourisme.

M. BICHAT – Dans cette région, la population assure déjà son autonomie alimentaire. Ce problème se pose plutôt au niveau des grandes villes avec vraisemblablement des importations de produits agricoles et alimentaires provenant de l’étranger, notamment du Brésil. Toutefois, le village doit normalement assurer son autonomie alimentaire. Nous

n'y rencontrons pas des problèmes de faim terribles même si l'augmentation de la population pose de sérieux problèmes. Pour cette raison, j'aurais aimé demander à la réalisatrice du film si ce groupe de femmes travaille sur des problèmes de contraception. Selon moi, il s'agit aujourd'hui d'un problème essentiel dans beaucoup de régions du Sud : il est nécessaire d'éviter les croissances démographiques constatées à l'heure actuelle. Ici comme ailleurs, la croissance s'élève à environ 3% par an ; autrement dit, la population est doublée tous les 25 ans ! En conséquence, il s'avère très difficile de faire face à de tels changements.

Nous pourrions ainsi évoquer le Sahel. A cause de la bombe démographique, cette région deviendra peut-être un nouvel Afghanistan pour l'Europe.

M. ELOY – Je sens que nous venons d'ouvrir un nouveau dossier... J'invite Madame Catherine GAUDARD à répondre sur la quinoa.

Mme GAUDARD – Je n'ai pas de réponse à la question sur l'alimentation des enfants dans les écoles. Je ne connais pas ce sujet, je connais simplement la question de la quinoa dans le cadre du commerce équitable.

Valoriser certaines cultures, comme la quinoa typiquement locale, pour la développer et l'exporter pose en effet certaines questions. Nous risquons alors d'entrer dans une certaine logique comme nous l'avons constaté avec la quinoa avec un développement peut-être trop poussé. Une spécialisation dans une culture pose aussi des problèmes. Avec la quinoa, nous avons ainsi connu des problèmes de concurrence, y compris entre les communautés d'agriculteurs.

Cette question nous renvoie à notre responsabilité lorsque nous essayons d'encourager des projets. Il est important de s'interroger sur la viabilité à long terme, sur l'impact écologique, social ou économique, y compris auprès d'autres communautés. Cette réflexion est passionnante mais il est aussi nécessaire de savoir revenir en arrière lorsque nous sommes allés trop loin. Il me semble que cela a été le cas pour la quinoa : une véritable réflexion a été menée pour régler les difficultés générées par cette culture de spécialisation. Nous pouvons ainsi parfois occasionner des dégâts dans le cadre de la coopération.

M. ELOY – D'autres questions ? Personnellement, j'en ai une. Je reviens sur le propos de Monsieur BICHAT au sujet de la natalité. D'une manière générale, nous savons que l'humanité comptera quelque neuf milliards d'habitants dans quelques dizaines d'années. Or, aujourd'hui, nous observons déjà des problèmes de crise alimentaire, pas forcément liés à des questions de disponibilité de nourriture. De même, aujourd'hui, nous assistons à l'émergence de logiques d'accaparement des terres avec des états louant ou achetant des terres à l'étranger afin de pouvoir subvenir à leurs propres besoins, au détriment vraisemblablement des ressources locales. Dans ce contexte, l'agriculture paysanne pèse-t-elle lourd ? Est-elle bien prise en compte ? Peut-elle répondre à ces défis ?

M. BICHAT – D'une manière globale, nous nous dirigeons effectivement vers une population de neuf milliards d'habitants en 2050. Lorsque j'étais jeune étudiant, mon maître, Monsieur Alfred SAUVY, évoquait quinze milliards d'habitants en 2050. Heureusement, la croissance démographique est en train de s'aplatir et nous ne serons pas plus que neuf milliards.

Cette population posera toutefois un problème car chaque individu consommera beaucoup plus de nourriture. En effet, un phénomène d'imitation incite les

pays du sud, notamment les pays émergents, à aligner leur alimentation sur la nôtre. En tant qu'Européens, notre responsabilité est donc de promouvoir un modèle sobre pouvant être partagé par l'ensemble de la planète, avec les ressources de la planète. L'alignement des pays du sud sur notre comportement alimentaire engendre ainsi un premier problème. Notre responsabilité d'Européen est donc de promouvoir un modèle sobre.

En deuxième lieu, les agronomes estiment pouvoir faire face à cette population. A condition toutefois, que tout le monde y mette du sien. Nous connaissons cependant des situations catastrophiques. Lorsque j'étais jeune coopérant, le Mali, le Burkina Faso et le Niger représentaient six à sept millions d'habitants ; en 2050, ces trois pays pèseront 150 millions d'habitants. Les problèmes rencontrés aujourd'hui dans le Sahel me semblent directement liés à cette croissance démographique ; de même que la pression sur les problèmes d'immigration. Le plus dramatique à mes yeux est que l'Afrique noire, notamment l'Afrique de l'ouest, est une région où la courbe démographique demeure constante. Le nombre d'enfants par femme ne chute pas. Par conséquent, nous savons déjà que nous aurons près de 150 millions d'habitants dans la zone sahélienne de l'Afrique de l'ouest. Nous sommes véritablement confrontés à une bombe démographique et je ne sais comment elle pourra être désamorcée.

Actuellement, dans le pays Mossi, un effort très important a été fourni dans le domaine agricole. Il s'agit d'un des pays de l'Afrique de l'ouest où le gouvernement a pris des décisions très opportunes pour arriver à justement développer la production agricole. Qu'ils arrivent à développer la production agricole et qu'ils ne se battent pas entre eux pour partager les fruits de leur production dans le pays Mossi, apparaît déjà admirable. Dans cette région sahélienne, nous sommes ainsi confrontés à des situations appelées à devenir dramatiques.

Pour les coopérants ayant passé beaucoup de temps dans ces régions, jamais nous ne nous sommes posés des problèmes de sécurité dans ces zones désormais contaminées par Al-Qaïda. Al-Qaïda est simplement l'expression d'une situation potentiellement dramatique car personne ne sait comment nous pourrions faire face à cette bombe démographique se développant actuellement en Afrique de l'ouest.

Mme GAUDARD – Je partage tout à fait votre propos. A l'échelle mondiale, nous demeurons aujourd'hui dans un discours visant à intensifier et développer l'industrie agro-alimentaire pour répondre au problème de la faim. Les réflexions sur les changements de modèles malgré tous les débats sur les changements climatiques, demeurent au point mort. Le virage n'est pas encore amorcé, ni par les décideurs politiques, ni par l'industrie agro-alimentaire. Les banques continuent à financer des projets extrêmement intensifs en capitaux et non des projets offrant une approche beaucoup plus respectueuse de l'environnement et des besoins prioritaires de l'alimentation.

Vous évoquez un modèle alimentaire, mais un revirement total est nécessaire pour y parvenir. Dans cette salle, nous travaillons tous sur ce sujet. L'alimentation doit comporter davantage de céréales et moins de viande, puisque l'élevage consomme la moitié des céréales produites dans le monde. Malheureusement, ces réflexions n'existent pas encore à la FAO. J'ai rencontré les nutritionnistes de l'organisation mondiale de l'alimentation, ils pensent encore que la consommation de viande augmentera inéluctablement et que le modèle alimentaire évoluera vers le modèle occidental. Il sera donc nécessaire de produire davantage de viande et davantage de céréales pour nourrir les animaux. Les projections partent ainsi d'un modèle aujourd'hui inadapté. Nous avons donc une responsabilité pour modifier ces projections : nous ne devons pas considérer comme inéluctable l'augmentation de la consommation en nous calquant sur le modèle occidental. Il en va de notre responsabilité. Tout comme il y a trente ans, il était important de dire que le libéralisme et la dérégulation n'allaient pas dans le bon sens et

que des règles devaient être maintenues. A l'époque, on nous a reproché d'être totalement hors sujet. Pourtant, aujourd'hui, l'idée de réintroduire des règles revient dans le débat politique. Il est donc important de changer les modèles de consommation avec une vision à long terme.

M. ELOY – Il nous reste dix minutes. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à les poser, nous y apporterons une réponse avant de conclure.

M. BICHAT – Vous ne pouvez pas interdire aux pays du Sud de manger comme des Européens. Le modèle occidental de consommation reste le modèle dominant. Par conséquent, notre responsabilité nous invite à faire évoluer notre modèle de consommation pour résoudre les problèmes du Sud. Nous ne pouvons pas dire aux pays du Sud de ne pas manger de viande, si nous-mêmes nous en consommons.

Dans toutes les négociations sur les changements climatiques, les pays du Sud considèrent notre discours comme un nouveau colonialisme : nous leur imposons des contraintes non imposées à nous-mêmes.

En deuxième lieu, nous sommes confrontés à des questions agronomiques très difficiles à résoudre. Il est nécessaire de s'orienter vers une production agricole plus intensive, mais en même temps plus écologique. Pour le moment, il s'agit d'un oxymore ; autrement dit, une contradiction. Nous ne savons pas encore comment produire davantage de manière plus écologique. Je regrette d'avoir plus de 70 ans, car, aujourd'hui, pour un agronome, il est formidable d'avoir à créer un nouveau modèle de production agricole. Ce nouveau modèle devra permettre une production relativement intensive. En effet, d'ici à 2050, il sera nécessaire de produire deux fois plus en moyenne, même en modérant notre alimentation en Europe car la superficie n'est pas extensible. Par conséquent, nous devons parvenir à produire davantage et de manière écologique.

(Intervention hors micro)

M. BICHAT – Là, nous ne savons pas faire. Mais cela pourra peut-être être un jour l'objet d'une conférence ici.

(Intervention hors micro)

M. ELOY – Exprimez-vous dans le micro s'il vous plaît.

M. BALLADE – A mon avis, la viande n'est pas le fond du problème. Par contre, la diversification des cultures vivrières, en particulier de légumes, pose un problème. Au Burkina Faso, j'ai vu beaucoup de femmes enceintes victimes d'hémorragies en fin de grossesses, faute de vitamine K. Cette vitamine se trouve beaucoup dans le haricot vert par exemple. Au Burkina, il existe effectivement une production de haricots verts mais afin que nous, Français, puissions en consommer au mois de février. De ce fait, les femmes enceintes ne se nourrissent que de mil.

Nous savons pratiquer la production intensive sur de petites surfaces tout en demeurant bio. Je suis formateur en agriculture bio attelée et je sais qu'il existe là une contradiction. Un hectare peut ainsi produire des tonnes de légumes. Toutefois, j'observe souvent des récoltes misérables dans certaines zones alors qu'elles pourraient être doublées, triplées. J'ai ainsi vu une production de sorgho rouge quadrupler, juste en

utilisant la sous-soleuse de Monsieur Jean NOLLE, entre les lignes en cours de culture. Nous sommes ainsi passés de 100 quintaux à deux tonnes !

Certaines personnes savent comment s'y prendre. Il suffit de les écouter et de leur accorder les moyens de développer cette agriculture.

M. ELOY – Merci. Y a-t-il une dernière demande de parole ?

Je passe la parole à Monsieur, puis nos deux intervenants livreront un mot de conclusion.

De la salle – Je rejoins tout à fait la réflexion des intervenants sur la nécessité de changer de modèle de consommation, et sur la responsabilité des pays riches dans ce changement pour réussir à résoudre l'équation difficile à l'horizon 2050.

Comme l'a souligné Monsieur BICHAT, voilà quelques années, nous estimions à 15 milliards le nombre d'individus en 2050. Aujourd'hui, il est davantage question de neuf milliards. Mais peut-être, dans quarante ans, nous rendrons-nous compte que nos projections anciennes et actuelles, étaient éloignées de la réalité. De toute manière, nous serons plus nombreux, à moins d'une catastrophe majeure.

Je partage donc la réflexion sur la nécessité de changer de modèle de consommation. Je suis également d'accord sur la question de la viande : il s'agit de calculs globaux entre les surfaces nécessaires pour nourrir des animaux et les surfaces utiles pour les végétaux. Au regard des surfaces disponibles, ce problème apparaît important. Je suis toutefois d'accord avec le précédent intervenant : localement, des techniques peuvent permettre de doubler, tripler, quadrupler la production. Ces techniques existent, comme nous avons pu nous rendre compte à nouveau ce matin, au travers d'un témoignage. Au Burkina Faso, des personnes soutiennent ainsi un groupement villageois ayant triplé la production, en utilisant des techniques agro-écologiques. Ces techniques existantes permettent donc d'améliorer des rendements extrêmement bas. En les diffusant sur l'ensemble de la planète de façon adaptée, nous pourrions obtenir un effet tout à fait significatif sur l'augmentation de la production.

Cependant, au-delà d'un certain niveau de production, si nous souhaitons encore l'augmenter, nous éprouvons quelques difficultés avec les techniques de l'agro-écologie. Mais, encore une fois, pour des rendements très bas, ces techniques sont tout à fait adaptées, accessibles aux paysans et permettent d'améliorer leur situation.

M. ELOY – Je passe la parole à Monsieur BICHAT pour le mot de la fin.

M. BICHAT – En guise de conclusion, il me semble que nous nous trouvons face à des enjeux considérables. Mais il existe aussi des défis et des voies tout à fait intéressants. Je voudrais avoir cinquante ans de moins car nous allons vivre quarante années extrêmement difficiles, notamment dans certaines régions telles que le Sahel, mais il existe aussi des possibilités.

Ces possibilités ne dépendent pas seulement du travail des chercheurs : il s'agit plutôt d'un travail et d'une œuvre collectifs. Nous devons nous y attacher pour que notre planète ne soit pas à feu et à sang dans cinquante ans. Mais nous aurons du travail !

Mme GAUDARD – Le travail ne nous effraie pas !

Nous avons beaucoup évoqué cette initiative très locale. Celle-ci est extrêmement instructive : tout part à nouveau du local. Il s'agit là d'une initiative développée à partir de solidarité citoyenne, avec des ONG européennes, apparemment, ayant soutenu ces démarches et continuant à agir ainsi. Selon moi, l'avenir se construira sur cette solidarité des citoyens et aussi sur l'implication des politiques. Ceux-ci commencent à prendre conscience des enjeux et des virages sont amorcés. Nous le voyons par exemple aujourd'hui, au travers du débat sur la lutte contre la spéculation sur les matières premières agricoles entre les pays du G20. Nous prenons conscience également de la nécessité de reconstituer des stocks agricoles au niveau régional, de permettre que les agriculteurs aient une visibilité sur les prix des matières premières agricoles ou sur les prix du pétrole. Même si nous demeurons loin du compte, ces réflexions sont bénéfiques.

Un G20 agricole sera ainsi probablement organisé en France au mois de mai : les 23 et 24 mai, me semble-t-il. Nous avons une responsabilité non seulement envers les populations du sud, mais aussi lors de ces grandes rencontres. Nous devons nous assurer que des politiques se mettent en place à l'échelle internationale afin de permettre le développement de ces agricultures locales. Je vous appelle aussi à vous mobiliser sur ces échéances.

M. BICHAT – Les politiques ne fonctionneront que si les citoyens se mobilisent.

M. ELOY – Voilà le mot de la fin !

Je vous propose de remercier nos intervenants. De même que les personnes ayant permis cette rencontre à la technique ou dans la salle. Merci à toutes et à tous et peut-être à l'année prochaine, lors de prochaines rencontres.

Au revoir.